
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1903.

**Proposition de loi fixant la durée de la journée du travail
dans les mines.**

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

I.

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre, s'inspire directement d'une proposition faite à la Chambre française, le 29 mars 1900, qui, amendée par le Gouvernement de la République, a été adoptée par la Chambre des Députés, en sa séance du 5 février 1902.

Cette consécration législative de la revendication de la journée de huit heures, obtenue à la suite de longs et patients efforts, dans un grand pays voisin avec qui nous avons tant d'affinités, a naturellement provoqué, parmi nos populations charbonnières, un vif enthousiasme et un ardent désir d'arriver au même résultat. L'exemple de la France, venant d'ailleurs après d'analogues conquêtes dans les autres pays qui nous entourent, répond victorieusement à l'objection tant de fois formulée, du danger de mettre nos industriels dans l'impuissance de lutter contre la concurrence étrangère. On n'entrevoit, dès lors, plus de raison sérieuse pour différer l'accomplissement d'un vœu qui est dans le cœur de tous les ouvriers mineurs.

Aussi cette question est-elle réapparue, avec une insistance particulière au premier rang de leurs préoccupations. On peut affirmer sans exagération que sa solution est impatiemment attendue par tous les travailleurs de la mine sans exception, à quelque opinion qu'ils appartiennent.

Les organisations professionnelles qui groupent les bataillons de cette vaillante et formidable armée ouvrière, ont d'abord cherché à obtenir satis-

faction sans recourir à l'intervention de l'État. Ils se sont adressés, en ces termes modérés et courtois, aux directeurs de charbonnages :

« Charleroi, le 12 février 1902.

» MONSIEUR LE DIRECTEUR-GÉRANT,

» La Fédération Nationale des Mineurs Belges a décidé d'adresser à tous les Directeurs-Gérants des charbonnages de la Belgique une demande relative à la réduction de la journée de travail à huit heures, descente et remonte comprises.

» Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de vous exposer longuement les raisons majeures qui nous obligent à vous adresser cette demande. Vous êtes autant et peut-être plus que nous, à même d'en apprécier l'urgente nécessité. Permettez-nous cependant de vous faire observer que la Belgique se trouve à la queue des nations d'Europe au point de vue de la présence au travail dans les mines.

» Dans notre pays, en effet, la journée de travail de l'ouvrier mineur oscille entre 9 et 13 heures par jour. Vous reconnaîtrez, Monsieur le Directeur, que c'est là une journée de travail d'une durée excessive et qu'il y a lieu de la réduire considérablement.

» Dans les autres pays miniers, la journée de travail de l'ouvrier mineur est beaucoup moins longue. Nous sommes certains que dans la plupart de ces pays elle est loin de dépasser huit heures de travail effectif. Il en est ainsi notamment en Autriche où, par voie législative, la journée de travail a été récemment fixée à neuf heures, descente et remonte comprises.

» Il y a quelques jours à peine, la France est entrée à son tour dans le mouvement. La Chambre des députés, en effet, a voté une loi fixant la journée de travail à neuf heures, y compris le temps consacré à la descente et à la remonte des ouvriers. Dans deux ans, en vertu de cette même loi, la journée de travail ne pourra dépasser huit heures et demie ; puis, deux ans plus tard, la durée de huit heures.

» En Allemagne, la journée de travail a été également réduite depuis un certain temps dans d'assez fortes proportions. Nous vous citerons notamment les mines de la Saxe, de la Bavière, de la Ruhr, etc., etc.

» A propos de ce dernier district, permettez-nous de vous citer l'appréciation d'un important journal allemand, relativement à la réduction de la journée de travail :

« Ici on travaille à deux traits par jour, de 8 heures chacun et les directeurs miniers reconnaissent, de façon presque générale, que ce mode de travail est le plus avantageux : à la fois pour le patron et pour l'ouvrier.

» On y constate que, lorsque l'on fait travailler une section d'ouvriers un demi-trait en plus, c'est-à-dire 12 heures, la production n'augmente pas proportionnellement au nombre des heures supplémentaires, et que le lendemain cette section, fatiguée de l'excès du travail de la veille ne donne

» plus dans son trait ordinaire de 8 heures, qu'une quantité notablement
» inférieure à la moyenne journalière.

» Dans le bassin de la Ruhr, la journée de 12 heures est absolument con-
» damnée, et les directions minières ne l'ordonnent jamais que la veille des
» chômages, sachant qu'autrement elles perdent le lendemain ce qu'elles
» ont gagné la veille.

» Si la journée de 8 heures est dans les mines, la meilleure pour le patron
» et pour l'ouvrier, c'est que le mineur travaille dans un air vicié et que
» son effet utile, c'est-à-dire la quantité de charbon fournie par homme et
» par jour dépend de la conservation de la santé et de la force de l'ouvrier.

» Cet ouvrier pourra donner un effort plus puissant et plus fructueux
» pendant 8 heures que pendant 12 heures ».

» Nous sommes de l'avis du journal allemand et nous sommes persuadés
que vous reconnaîtrez avec nous que cet organe a raison.

» Voici une seconde expérience relative aux effets de la réduction de la
journée de travail. Nous la livrons également à vos méditations :

« Le docteur Stephan Bauer, le statisticien de la Chambre du commerce
» de Brunn, signale les effets de la réduction de la journée de travail dans
» les houillères de la Moravie. L'expérience porte sur un laps de temps assez
» considérable, six années; elle a donc une valeur réelle. D'autant plus
» qu'elle repose sur des bases de comparaison parfaitement justifiées. Les
» résultats comparatifs portent, en effet, sur deux périodes de production,
» chacune de trois années.

» De 1886 à 1888, la durée de la journée de travail, y compris le temps
» nécessaire à la descente, était de 11 heures et demie.

» Sous ce régime, la production moyenne atteignait :

» Par an	655,196.00 tonnes.
» Par an et par homme	156.56 —
» Par jour	0.63 —
» Par jour et par abatteur	2.08 —

» En 1889, on réduisit la journée à 9 heures, soit 2 1/2 heures de moins.

» Sous ce nouveau régime qui fonctionne pendant les années suivantes,
» la production atteint :

» Par an	825,165,00 tonnes
» En plus.	189,869,00 »
» Par an et par homme	185,80 »
» En plus	28,24 »
» Par jour	0,68 »
» En plus.	0,05 »
» Par jour et par abatteur	2,25 »
» En plus.	0,15 »

» La production par jour et par homme s'est élevée de 8 p. c. »

» Il convient d'ajouter que l'augmentation de la production n'est pas due uniquement à la réduction de la journée de travail, mais en partie au perfectionnement de l'outillage. Enfin, nous devons vous dire qu'en Angleterre aussi la journée de travail est beaucoup moins longue que dans les mines de notre pays.

» Voici, à ce sujet, les renseignements que nous avons recueillis. Ils concernent les ouvriers à veine ainsi que les ouvriers de la surface, et représentent les heures de travail effectif :

Districts	Heures par semaine	
	Abatteurs	Surface
» Durham	52.57	53.07
» Northumberland	52.42	52.50
» Yorkshire	37.50	45.18
» Sud Staffordshire	58.28	46,16
» Nord Staffordshire	40.82	50.22
» Ayrshire.	59.26	52.06
» Glamorganshire	44.16	51.47
» Lanarkshire.	45.56	54.50
» Ouest Lancashire	57.96	50.24
» N. et E. Lancashire	41.56	51.27
» Derbyshire	40.26	46.07
» Notts.	40.56	45.27
» Monmouthshire	48.53	54.45

» Telles sont, Monsieur le Directeur-Gérant, les considérations que nous faisons valoir à l'appui de notre demande de réduction de la journée de travail à huit heures.

» Nous attendrons votre réponse avec confiance, persuadés que vous ferez tous vos efforts pour donner satisfaction à cette revendication si juste et si légitime des ouvriers, et c'est dans cet espoir que nous vous présentons l'expression de nos sentiments de parfaite considération.

» POUR LA FÉDÉRATION DES MINEURS BELGES :

» *Le Secrétaire général,*

» *Le Trésorier général,*

» D. MAROILLE.

» F. CAVROT. »

Les lettres qu'ils envoyèrent ainsi, à 160 patrons, n'eurent l'honneur que de deux réponses seulement. Le fait est à signaler, parce qu'il témoigne d'une façon péremptoire de l'impuissance dans laquelle sont encore, en l'état présent de nos mœurs industrielles, les groupes professionnels ouvriers de disputer et de régler avec les chefs d'industrie les conditions du travail. Nulle expérience ne montre mieux la nécessité de l'intervention législative.

Cette nécessité était d'ailleurs la conclusion à tirer de la réponse de la Société des Charbonnages de Mariemont et Bascoup qui, sans élever d'objection de principe ou de pratique, se bornait à déclarer qu'elle ne pourrait

réduire la journée de travail que s'il en était décidé de même pour les autres maîtres de charbonnages. Voici cette lettre :

« Bascoup, 1^{er} mars 1902.

» **MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION
DES MINEURS BELGES,**

FRAMERIES.

» Nous avons bien reçu votre lettre-circulaire du 12 février dernier, relative à la réduction de la journée de travail à 8 heures.

» Cette question a fait l'objet des délibérations du conseil de conciliation de Bascoup, le 3 octobre 1901, et nous ne pouvons mieux faire que de transcrire ici le résumé du procès-verbal de cette séance. « Le Conseil est saisi » d'une demande des ouvriers tendant à adopter la journée de huit heures. » L'administration fait remarquer que l'examen de cette question n'est pas » abordable, la diminution d'effet utile résultant d'une telle mesure devant » placer le charbonnage dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis de ses » concurrents.

» Sur l'observation de la représentation ouvrière, que cette question est » actuellement à l'étude dans tous les bassins houillers et que les ouvriers » comptent bien la voir aboutir, M. le Président déclare, au nom de l'admini- » nistration, que la mesure ne pourrait être adoptée à Bascoup que si elle » l'était également par les autres charbonnages belges, attendu que déjà la » journée de travail est moindre à Bascoup que dans les dits autres char- » bonnages. »

» Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

» *Le Chef comptable,*

L'Administrateur-Directeur gérant,

» BOLLE.

L. GUINOTTE. »

L'autre réponse, émanant de la Société des Charbonnages de Courcelles-Nord, déclarait laconiquement que les conditions dans lesquelles se trouvaient ses exploitations ne lui permettaient pas de réduire la journée du travail.

Les autres patrons ne répondirent point. En leur Congrès du 7 septembre 1902, tenu à Charleroi, les houilleurs eurent à examiner la situation qui leur était créée par l'opposition des directeurs des charbonnages. Les uns, impatientés d'agir et n'ayant qu'une confiance médiocre en l'intervention législative, voulaient recourir à une propagande énergique en faveur d'une grande grève, crise qui apparaît toujours comme la dernière ressource pour résoudre les conflits entre le capital et le travail; d'autres estimaient possible d'éviter encore une aussi redoutable éventualité et préconisaient l'action parlementaire. L'ordre du jour suivant fut voté après une intéressante discussion :

« La Fédération nationale des mineurs belges, en son Congrès extraordi-

naire tenu le dimanche 7 septembre 1902 au Temple de la Science, à Charleroi;

» Après avoir pris connaissance des rapports émanant des différentes fédérations régionales du pays et entendu les discours des nombreux délégués en ce qui concerne la question des heures de travail;

» Attendu qu'il résulte de cette longue et importante discussion que la journée de travail imposée aux mineurs est de beaucoup trop exagérée et que la fixation de celle-ci à 8 heures est réclamée par l'unanimité des délégués au Congrès;

» Attendu, d'ailleurs, que cette réforme s'impose à bref délai, non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue physiologique;

» Attendu qu'il est indéniable que la journée de huit heures aura pour résultat de mettre un terme à l'avitilissement des salaires et de ménager les forces et la santé du houilleur;

» Considérant, en outre, que cette réforme est à peu près réalisée dans tous les pays miniers d'Europe;

» Qu'une loi récente l'a établie en France pour dans deux ans;

» Qu'en Angleterre la journée de travail est de neuf heures au maximum dans certains comtés miniers et qu'elle atteint à peine sept heures par jour dans les autres régions, descente et remonte comprises.

» Qu'en Autriche, une loi appliquée depuis le 1^{er} juillet dernier fixe la prestation journalière du travail dans les mines à neuf heures;

» Qu'il en est de même en Allemagne depuis un certain temps déjà;

» Considérant enfin que la Belgique est le seul pays minier d'Europe où les pouvoirs publics ont négligé de légiférer en faveur de la réforme si juste et si humanitaire de la journée de travail.

» Le Congrès,

» En ce qui concerne la question de principe,

» Confirme ses résolutions des congrès antérieurs en ce qui concerne la fixation à huit heures de la journée de travail;

» Quant aux moyens de propagande, il décide :

» 1^o Qu'il y a lieu d'entamer immédiatement une campagne active et incessante en faveur de la réalisation à bref délai de cette importante réforme;

» 2^o D'organiser des meetings nombreux et répétés dans toutes les communes des bassins houillers du pays;

» 3^o Qu'une affiche-manifeste appelant tous les mineurs à la conquête de cette revendication si juste et si légitime sera placardée dans tout le pays minier;

» 4^o Qu'en vue d'attirer l'attention des pouvoirs publics et du pays sur la scandaleuse situation faite aux ouvriers mineurs, au point de vue de la journée de travail, un pétitionnement monstre sera organisé dans tout le pays minier;

» 5° Qu'un projet de loi appliquant le système actuellement en vigueur en France sera dès la rentrée déposé sur le bureau de la Chambre ;

» 6° Que dans le but d'appuyer ce projet de loi, des manifestations régionales imposantes auront lieu le même jour et à la même heure, si possible, dans chacun des bassins houillers du pays ;

» 7° Les Fédérations régionales ont pour devoir de veiller à l'application rigoureuse du présent ordre du jour. »

C'est en exécution de cette décision que les députés mineurs que compte la Chambre des Représentants, ont signé le présent projet de loi. Au nom des cent mille travailleurs dont ils ont connu les souffrances et les besoins, dont ils partagent les aspirations et les désirs, ils demandent à la Chambre de prendre en considération, de discuter et de voter, dans le plus bref délai possible, cette législation nouvelle.

Ils font appel à l'action tutélaire de la force politique pour vaincre les inerties routinières, les oppositions intéressées, toutes les résistances que rencontre toujours une grande et féconde innovation. Ils ne croient pas devoir insister sur l'importance que présentera l'adoption d'une pareille réforme, comme gage de paix sociale, car ils ne veulent rien dire qui puisse paraître comminatoire. Nul de nous n'ignore toutefois que la grève est dans la fatalité des choses, si on ne laisse pas d'autre espoir au travailleur, la grève terrible, avec ses souffrances pour les ouvriers, ses ruines pour les capitalistes, ses conséquences désastreuses pour l'industrie nationale et le pays entier.

Le Parlement fera une œuvre sage et patriotique en évitant à la nation ces perturbations douloureuses.

II.

Faut-il d'abord, justifier l'intervention de la loi dans le domaine des rapports du capital et du travail ?

Nous ne pensons pas que ce soit encore nécessaire. Les temps sont révolus où l'on pensait que la liberté absolue devait régir le contrat de travail. On a compris peu à peu, et nous en citerons plus loin quelques témoignages significatifs, que cette « liberté » n'était qu'une étiquette séduisante et fallacieuse, permettant en réalité au plus fort d'imposer sa loi au plus faible.

En ces vingt dernières années, la conception manchestérienne a vu faiblir le zèle de ses plus fidèles défenseurs, et les idées interventionnistes sont de moins en moins discutées. L'extension du droit de suffrage les a, chez nous, définitivement consacrées depuis 1893. Elles correspondent à des besoins si pressants, si évidents du corps électoral élargi qu'elles s'imposent à tous les partis politiques. Toute une législation, d'un interventionnisme croissant, en est dérivée, et, même dans les rangs conservateurs, nombreux sont ceux qui cherchent à l'étendre et à la développer.

Le langage que tenait M. Helleputte, dans l'exposé des motifs de sa proposition du 12 février 1893, est à cet égard, aussi caractéristique que péremptoire :

« Beaucoup veulent laisser à l'initiative privée le soin d'y pourvoir. Nous ne nous attarderons pas à réfuter longuement ce système. Les chiffres mêmes que nous avons produits plus haut prouvent que l'initiative privée, de quelque bonne volonté qu'on la suppose animée, ne possède pas une efficacité suffisante. La raison en est que les efforts isolés sont naturellement impuissants à lutter avec succès contre la grande masse des intérêts qui s'agitent autour d'eux. Et, lors même qu'ils pourraient soutenir cette lutte sans dommage, le cercle étroit des préjugés et des préventions les enserme parfois trop fortement pour qu'ils se risquent à tenter cette chance.

» Le premier industriel qui a, sans nécessité et uniquement dans le but d'augmenter ses profits, fait travailler la nuit dans ses usines, qui a privé ses ouvriers du repos dominical, qui leur a imposé des journées épuisantes de travail, a commis, consciemment ou inconsciemment, un crime de lèse-humanité. Mais ceux qui l'ont suivi, n'étaient pas toujours libres de faire autrement et ils ont pu, de fort bonne foi, invoquer à leur décharge l'intérêt même de leurs ouvriers, qui se seraient trouvés sans travail et sans pain le jour où leurs usines auraient vu fermer leurs portes par l'action irrésistible d'une concurrence implacable. Mieux vaut, se sont-ils dit parfois, faire travailler nos ouvriers avec excès que les réduire à l'inaction !

» En présence de l'impuissance de l'initiative privée, faut-il se résigner à laisser subsister les abus ? Ne faut-il pas, au contraire, faire appel à la puissance sociale, dont la mission est de veiller aux intérêts généraux et qui a le droit d'intervenir lorsque les efforts individuels se trouvent insuffisants ? Nous le pensons.

» Une autorité très haute, devant laquelle s'inclinent tous les catholiques et qui est respectée même par nos adversaires, S. S. Léon XIII, dans son Encyclique mémorable sur la condition des ouvriers, s'exprime ainsi :

« Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels, l'autorité publique » doit, tout d'abord, les sauvegarder en arrachant les malheureux ouvriers » aux mains de ces spéculateurs qui, ne faisant point de différence entre un » homme et une machine, abusent sans mesure de leurs personnes pour » satisfaire d'insatiables cupidités. Exiger une somme de travail qui, en » émoussant toutes les facultés de l'âme, écrase le corps et en consume les » forces jusqu'à l'épuisement, c'est une conduite que ne peuvent tolérer ni » la justice, ni l'humanité. L'activité de l'homme, bornée comme sa nature, » a des limites qu'elle ne peut franchir. Elle s'accroît sans doute par l'exer- » cice et l'habitude, mais à la condition qu'on lui donne des relâches et des » intervalles de repos. Ainsi, le nombre d'heures d'une journée de travail » ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs et les inter- » valles de repos devront-ils être proportionnés à la nature du travail et à » la santé des ouvriers, et réglés d'après les circonstances des temps et des » lieux. »

» Et plus loin, il ajoute :

« Mais, de peur que, dans ces cas et d'autres analogues, comme en ce qui » concerne la journée de travail et les soins de la santé des ouvriers, les » pouvoirs publics n'interviennent importunément, vu surtout la variété des

» circonstances des temps et des lieux, il sera préférable que, en principe, la solution en soit réservée aux corporations ou syndicats dont nous parlerons plus loin, ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, même, si la cause le réclamait, avec le secours ou l'appui de l'État. »

» Ainsi donc, le Pape affirme le droit d'intervention de l'État, tout en réservant ses préférences pour l'action des corporations ou syndicats.

» Il nous paraît inutile d'insister sur les avantages que présenterait cette dernière solution. Rien ne vaut le règlement des questions relatives à l'industrie par les intéressés eux-mêmes, réunis dans des associations compétentes. Mais cela suppose une organisation professionnelle qui n'existe pas encore chez nous.

» Nous devons nous borner à faire des vœux pour que l'organisation professionnelle se développe de plus en plus et qu'un régime professionnel corporatif bien établi permette à chaque profession, à chaque industrie de régler ce qui la concerne, l'autorité publique n'intervenant que pour définir les rapports de ces groupes autonomes entre eux et leur déléguer la puissance sans laquelle ils ne peuvent agir efficacement.

» Nous n'ignorons pas que l'organisation que nous souhaitons ainsi voir établir inspire à quelques-uns des défiances, des inquiétudes. Elle est cependant très naturelle et logique, seule à même de faire disparaître l'anarchie qui règne aujourd'hui presque en maîtresse souveraine dans le monde du travail.

» Elle ne fait que transporter dans le domaine économique des relations qui existent peut-être avec moins de raison dans l'ordre administratif; car, enfin, est-ce que le fait d'exercer une même profession, métier, industrie ne crée pas entre les hommes des liens plus étroits, des rapports plus fréquents que le fait d'être nés sur un même point du territoire ou d'habiter une même circonscription administrative souvent très arbitrairement déterminée? Et si les communes, si les provinces peuvent prendre des arrêtés, édicter des règlements dans la sphère de leurs attributions, qui obligent tous les citoyens sur lesquels s'étend leur juridiction, pourquoi les corporations professionnelles ne pourraient-elles agir de même dans le domaine de leur activité naturelle?

» Ce n'est pas ici le lieu de traiter à fond cette question, de la solution de laquelle dépend, à notre avis, l'avenir de notre pays et, dans une grande mesure, la paix sociale.

» Si nous l'avons indiquée, c'est pour que personne ne puisse se méprendre ni sur nos idées ni sur nos intentions. Si nous demandons d'autoriser le Gouvernement à intervenir directement dans l'organisation du travail, c'est à défaut d'autre moyen. »

Cette conception n'est pas le privilège de la démocratie chrétienne, qu'il nous soit permis de le dire en passant, et, depuis de longues années, les socialistes qu'on représente, bien à tort, comme férus de l'absolutisme étatiste, ont mis en lumière le rôle bienfaisant que les syndicats sont appelés à exercer dans l'avenir. Les plus autorisés défenseurs de l'idée socialiste ont

affirmé que l'interventionnisme n'est qu'un mode transitoire et que l'État politique, tel que nous le connaissons, doit préparer sa propre déchéance au profit des organisations des travailleurs.

Mais quelles que soient les opinions sur les temps futurs, nul ne méconnaîtra, et les faits que nous avons rappelé au début en sont une preuve incontestable, que les organisations professionnelles sont, au moment présent, incapables de résoudre les problèmes importants qui se posent.

Nous citerons encore M. Helleputte, en sa réfutation de l'objection tirée de la liberté du travailleur :

« Le travail, dit-on, est pour l'ouvrier une propriété sacrée, la seule souvent qu'il possède. L'empêcher d'en disposer à son gré, c'est porter atteinte à un droit, c'est entamer, à certains égards, le principe de la propriété lui-même.

» Cette objection juridique aurait une grande force si vraiment l'ouvrier industriel était libre de régler comme il l'entend la durée de son travail. Cette liberté peut appartenir à l'ouvrier isolé travaillant chez lui; mais, partout où les ouvriers travaillent en commun, et surtout lorsqu'ils travaillent, quoique d'une manière différente, à la confection d'un même produit, la durée du travail est fixée par la durée du travail de leurs camarades, et inversement, c'est-à-dire qu'elle dépend de la façon dont le chef d'industrie a réglé la production, soit d'ailleurs qu'il la règle librement, soit qu'il subisse contre son gré les inconvénients d'une concurrence dont il est le premier à déplorer les excès et dont il est lui-même victime.

» L'ouvrier isolé n'a donc, en réalité, aucune influence sur la détermination de la durée de son labeur. Il doit le prendre ou le laisser, tel qu'il se présente, aussi long et aussi pénible qu'il soit, et souvent il en est réduit à se dire : Mieux vaut travailler trop que de ne pas travailler du tout !

» L'association elle-même peut ne pas donner aux travailleurs la puissance de régler la durée de leur travail, puisque la cause déterminante de cette durée est moins le fait de l'industriel que celui de l'industrie. Au surplus, que l'on interroge les intéressés : les ouvriers ; tous vous diront qu'ils désirent l'intervention de la loi pour fixer la limite supérieure des efforts qu'on leur demande. Ils se rendent fort bien compte qu'il ne s'agit point de contre-carrer leur liberté, mais de l'assurer.

» Nous croyons inutile de nous étendre plus longuement sur ce sujet. Lors de la discussion de la loi du 13 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants, l'honorable rapporteur, M. Van Cleemputte, a réfuté, avec sa logique et son éloquence habituelles, les objections faites au nom de la liberté au projet qu'il défendait. Nous nous permettrons de renvoyer nos honorables collègues à sa vigoureuse et brillante argumentation, persuadé que nous sommes de ne pouvoir dire mieux que lui. »

Si nous avons fait de notables emprunts à l'exposé des motifs de la proposition de M. Helleputte sur la réduction des heures de travail, c'est parce que nous tenons à rappeler qu'elle était signée de MM. de Brocqueville et Huyshauwer, qui sont encore députés, qu'elle fut adoptée par toutes les sections, et spécialement par la section centrale dont firent partie MM. Snoy

et de Sadeleer et dont M. Van Cauwenbergh déposa le rapport en séance du 23 janvier 1896. On peut donc dire que le projet reflétait des tendances auxquelles la majorité s'était ralliée et qu'elle aura à cœur, il est permis de l'espérer, de traduire enfin, après une si longue attente, en fait.

III.

Faut-il, ensuite, justifier cette intervention de l'Etat pour réglementer la durée du travail des adultes?

Les développements du projet dont nous venons de parler le font d'une façon suffisante, et notre ami Bertrand avait à son tour fait un exposé complet de la question lors du projet qu'il présenta, presque en même temps que M. Helleputte (séance du 26 février 1895), sur les mêmes objets, projet qu'il représenta, la dissolution l'ayant rendu caduc, dans la séance du 5 février 1901. M. Helleputte reproduisit le sien le 12 juin 1901, et la nouvelle section centrale ne s'est point encore réunie.

Le projet de M. Helleputte se bornait à fixer quelques principes généraux et laissait au pouvoir exécutif le soin de leur application; celui de notre ami Bertrand était plus précisé et n'accordait point au Gouvernement une latitude exagérée d'appréciation. Tous deux visaient la réglementation du travail de nuit, l'obligation du repos hebdomadaire et la réduction de la journée normale du travail des adultes.

Nous ne pourrions que répéter les arguments si nombreux, si précis, si probants que contiennent ces documents parlementaires. Qu'on nous permette d'y ajouter quelques autorités nouvelles.

La question peut être envisagée à trois points de vue principaux : économique, hygiénique et moral. C'est surtout au premier que s'est placé JOHN RAE dans son livre sur la *Journée de Huit heures, (théorie et étude comparée de ses applications et de leurs résultats économiques et sociaux)*. Une traduction française de cet excellent ouvrage a paru chez Giard et Brière à Paris, en 1900. Voici la conclusion que l'auteur a tirée de ses recherches :

« J'ai été amené à entreprendre l'enquête qui fait l'objet de ce livre parce que je n'avais pu trouver aucune base solide aux opinions, favorables ou défavorables, qui ont généralement cours sur les conséquences probables d'une adoption générale de la journée de huit heures. Toutes ces opinions reposaient sur un certain nombre de suppositions sur les effets naturels des courtes journées, suppositions que personne ne croyait nécessaire de soumettre à une vérification. Même les économistes qui se sont occupés de la question, bien qu'ils aient spéculé avec plus de méthode, sont partis, eux aussi, des mêmes suppositions gratuites et ils sont arrivés, par conséquent, aux mêmes conclusions problématiques. J'ai pensé que le meilleur moyen de connaître quels peuvent être les effets de la mesure en question, c'était de rechercher les effets constatés autrefois et d'étudier ses conséquences réelles dans les pays où on a fait l'expérience, au lieu de s'en tenir à des hypothèses sur les effets naturels des courtes journées; il m'a paru désirable de recher-

cher les effets de la journée de dix heures, de la journée de neuf heures, et tout particulièrement de celle de huit. Et les témoignages ont été si abondants qu'ils ont dépassé toutes mes espérances ; les leçons qu'on en peut tirer sont aussi claires et aussi nettes que possible. Dans le cours de mes recherches, j'ai constaté qu'il m'était impossible de ne pas devenir de plus en plus partisan de la journée de huit heures. Toutes les réductions de la journée de travail ont rendu la nation qui les avaient adoptées, plus saine, plus riche et plus sage, et la réduction de la journée de huit heures me semble, si je puis m'exprimer ainsi, devoir être la bienvenue plus que toutes les autres. D'après les expériences certaines, la journée de huit heures a presque toujours des résultats avantageux. Il est bien possible que les faits qui ont persuadé l'auteur, ne persuaderont pas aussi facilement la généralité de ses lecteurs ; mais la dixième partie de ces faits suffira à faire disparaître les suppositions dont je viens de parler, et qui n'ont pas permis que la question fût envisagée sous son jour vrai. »

On trouvera, dans l'ouvrage que nous venons de citer, des éléments nombreux pour démontrer que la réduction progressive de la journée de travail n'entraîne ni une diminution de la production, ni une diminution des salaires. Sans doute, il n'est pas impossible que pendant les premiers temps de la substitution d'un régime d'heures réduites à un régime de longues journées, il ne se produise certains phénomènes fâcheux. Mais on peut affirmer qu'ils sont éphémères et que, dès que l'organisation nouvelle est définitivement établie, la production s'améliore et les salaires ont une tendance à hausser. *L'American Federation of Labour*, la grande association américaine, exprime comme règle :

Whether you work by the piece or by the day
Decreasing the hours increase the pay.

« Que vous travailliez à la pièce ou à la journée, les heures diminuant, augmente la paye. » Les faits sont tellement nombreux (1) et probants qu'il paraît inutile d'encombrer notre exposé de raisonnements et de statistiques sur ces deux points.

Au point de vue hygiénique, la question a fait l'objet de patientes recherches et de travaux considérables. Des médecins distingués ont confirmé les conclusions des économistes. En 1894, le Congrès international d'hygiène et de démographie, tenu à Budapest, « considérant les conséquences bienfaisantes qui se sont partout manifestées de la journée de travail, et la nuisibilité, au point de vue de l'hygiène, du travail de nuit, se pronouça en principe pour la journée de huit heures et la suppression du travail de nuit, et demanda aux législations de tous les pays de civilisation moderne de marcher pas à pas à l'établissement de la journée de huit heures ». La question fut de nouveau examinée, en 1900, à Paris et, après

(1) Voir encore une étude de R. Bosquet, *La réduction des heures de travail*, dans le *Mouvement socialiste*, Paris 1899.

un remarquable rapport (1) de E. Vaillant, député de Paris, le X^e Congrès international d'hygiène et de démographie confirma expressément l'ordre du jour du Congrès de Budapesth.

On peut encore signaler une thèse présentée à la faculté de médecine de Lyon, en juillet 1900, par le docteur J. SACHININE : *Étude sur l'influence de la durée du travail quotidien sur la santé générale de l'adulte*. Nous n'en citerons que les conclusions :

« 6° La morbidité et la mortalité sont beaucoup plus élevées dans les classes laborieuses. La mortalité moyenne dans la classe ouvrière, comparée à celle des autres classes de la société, est élevée surtout à partir de 35-40 ans, c'est-à-dire à l'âge où les fatigues du métier l'emportent sur l'endurance et la résistance de l'individu, qu'elle qu'ait été au début la puissance physique de ce dernier.

» 7° Le développement corporel des ouvriers de fabriques est en retard par rapport à celui des autres classes de la société.

» 8° Pour assurer une assimilation et une nutrition convenables, pour maintenir en équilibre les dépenses et les acquisitions chez l'homme qui travaille quotidiennement, il paraît physiologique de consacrer deux heures de repos pour chaque repas principal de la journée, et de ne pas prolonger chaque période de travail au-dessus de quatre heures.

» 9° Les statistiques des accidents nous démontrent ainsi que, dans la cinquième heure de travail, l'organisme atteint insensiblement un tel degré d'épuisement que l'attention faiblit considérablement ; les accidents se produisent deux ou trois fois plus fréquemment pendant cette cinquième heure que dans les premières heures de travail.

» 10° L'influence nuisible d'une longue journée de travail se répercute non seulement d'une façon immédiate sur ceux qui travaillent, mais aussi sur leur descendance, et menace la vitalité et le développement de toute la race.

» 11° Le travail excessif et les longues journées sont une des causes favorisant puissamment l'alcoolisme ;

» 12° La limitation de la journée de travail à une durée maxima de huit heures, dans toutes les branches de l'activité humaine, et particulièrement dans toutes les industries, où aux conditions ordinaires du travail s'ajoutent des circonstances aggravantes, comme le jeune âge, le sexe féminin, les risques professionnels, les poussières irritantes, etc., produirait les meilleurs résultats sur la santé générale et l'activité intellectuelle de la classe ouvrière, et diminuerait sa morbidité et sa mortalité. »

Enfin, au point de vue moral, qui niera l'importance considérable de la

(1) ÉDOUARD VAILLANT, *La législation ouvrière et l'hygiène*. Une brochure de 20 centimes, dans la *Bibliothèque du Parti socialiste de France*, 7, rue Rodier, Paris. — Voir encore Docteur JULES FÉLIX, *La Journée des Trois huit, étude de physiologie sociale*. Bruxelles, imprimerie Maheu, 1892; et FRANÇ. NITTI, professeur à l'Université de Naples, *Le travail humain et ses lois*, dans la *Revue internationale de sociologie*, 1895.

réforme que nous demandons ? Qui ne s'associera aux généreuses paroles du cardinal Manning, citées par M. Helleputte, et qui font écho à tant d'autres paroles du même genre qu'avaient prononcées les orateurs et les théoriciens du socialisme ?

« Ah ! disait le cardinal Manning, si le but de la vie est de multiplier les aunes de drap et de coton, si la gloire de l'Angleterre consiste à produire ces articles et d'autres similaires dans la plus grande quantité et au plus bas prix possible... bien ! c'est compris : en avant dans la voie où nous sommes !

» Au contraire, si la vie domestique d'un peuple est la vraie vie, si la paix et l'honneur du foyer, si l'éducation des enfants, les devoirs d'épouse et de mère, le devoirs de mari et de père sont écrits dans une loi naturelle autrement importante que toute loi économique, si toutes ces choses sont autrement sacrées que toutes celles qu'on vend au marché, alors, je le déclare, il faut agir en conséquence.

» Mais si, dans certains cas, la non-réglementation du travail conduit à la destruction de la vie domestique, à la négligence des enfants, si elle transforme les femmes et les mères en machines vivantes, les pères et les époux — qu'on me pardonne le mot — en bêtes de somme qui se lèvent avant le soleil et retournent au gîte le soir, épuisés de fatigue et n'ayant plus que la force de prendre un morceau de pain et de se jeter sur un grabat pour dormir : la vie de famille n'existe plus, et nous ne pouvons continuer de ce pas ! »

On a dit, en ces dernières années, de justes paroles sur la nécessité de fortifier les vertus et les qualités d'esprit et de cœur des ouvriers. On a célébré les trésors de la science et de l'art, on leur a vanté les bienfaits de l'instruction supérieure, les jouissances d'une culture étendue. Et nous pensons que c'est avec raison. Mais qui ne comprendra que pour assurer pareil épanouissement de l'être humain, la condition première est de lui procurer quelque loisir ?

L'alcoolisme, horrible fléau dévastateur, sera efficacement combattu par la réduction progressive des heures de travail, car l'excuse du travailleur qui demande à l'alcool un stimulant néfaste, un coup de fouet pernicieux, n'est-elle pas trop souvent le labeur excessif auquel l'industrie le soumet inflexiblement ?

De quelque manière qu'on envisage la question, la réforme proposée par Louis Bertrand et par M. Helleputte paraît devoir s'inscrire bientôt à l'ordre du jour de la Chambre.

IV.

Faut-il justifier enfin le dépôt d'un projet de loi spécial pour les ouvriers mineurs ? En le soumettant à la Chambre, nous n'entendons pas, est-il besoin de l'affirmer, retarder d'une heure l'échéance attendue de la réduction générale de la journée de travail. Mais nous pensons que l'industrie des mines présente une situation spéciale qui entraîne nécessairement une

réglementation spéciale, d'ailleurs plus aisée, plus pratiquement et plus immédiatement réalisable encore que dans les autres industries.

L'exploitation des mines constitue d'abord, parmi les diverses industries de notre pays, une industrie d'un caractère spécial. Le fonds mis en valeur, concédé aux capitalistes, est une propriété nationale qui a pu être concédée, sans doute, mais sur laquelle la nation n'a point totalement abandonné ses droits. Les articles 47 à 50 de la loi du 21 avril 1810 en sont un exemple entre plusieurs autres qu'on pourrait citer (1). C'est ce qui a permis, légitimé et facilité depuis longtemps une réglementation spéciale de cette industrie, qui est soumise à la surveillance constante de toute une série de fonctionnaires. En principe donc, la détermination d'une durée légale de la journée de travail ne peut rencontrer, pour les mines, aucune des objections qu'on peut faire à cette mesure pour d'autres industries.

Il en est de même en fait. Les difficultés pratiques qu'on se plaît à opposer, dans un esprit conservateur, à la réforme quand il s'agit des diverses industries, sont infiniment moins sérieuses lorsqu'il s'agit des mines.

L'organisation du travail, de même que la constatation des contraventions, y sont plus simples que partout ailleurs.

Et les raisons que nous avons citées, d'ordre économique, physiologique ou moral à l'appui de la journée générale de huit heures, ont une force particulièrement saisissante appliquées au travail souterrain. Qui oserait contester que le pénible travail du mineur, dans un air vicié, plein de gaz délétères et de poussières irritantes, loin du soleil, avec des alternatives brusques de température, ne soit particulièrement insalubre ? Qui oserait contester que ce travail, en lutte contre toutes les forces aveugles de la nature, avec ses installations compliquées, ses périls sans cesse menaçants, le grisou, les éboulements, les coups d'eau, les ruptures d'engins, ne soit particulièrement exposé aux accidents professionnels ?

La Chambre paraît sur le point de voter, enfin, une loi consacrant l'obligation de réparer les dommages causés par les accidents du travail. Il a été, au cours de ces discussions récentes, répété par les orateurs de tous les partis, qu'une législation de ce genre devait chercher non seulement à réparer, mais aussi à prévenir les accidents. Au moment où l'on va supprimer le puissant stimulant à la prévoyance que constituait pour le patron la responsabilité civile de ses fautes, il est indispensable de songer à d'autres moyens efficaces de réduire le nombre des accidents. Parmi tous ceux qu'on a signalés, il n'y en a point qui soient comparables à la réduction des journées de travail, surtout dans l'industrie minière. La loi que nous présentons nous paraît donc se rattacher de façon directe et urgente à la loi que la Chambre se prépare à voter.

(1) Les articles 47 et 48 donnent aux ingénieurs des mines un droit de surveillance sur les exploitations. Le Gouvernement peut intervenir si l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter les besoins des consommateurs (art. 49), ou si l'exploitation compromet la sûreté publique, la conservation des puits, la solidité des travaux, LA SURETÉ DES OUVRIERS MINEURS ou les habitations de la surface (art. 50).

Nous pourrions, de même, nous prévaloir des nombreuses dissertations, antialcooliques que nous entendîmes naguère pour justifier, à ce point de vue, notre projet, car il n'est point de mesure plus conseillée par l'antialcoolisme sincère et pratique, que la réduction progressive de la journée de travail dans les mines.

Une loi spéciale est donc commandée par la nature même des choses. L'homme au grand cœur et à l'esprit clairvoyant que la démocratie ouvrière salue avec respect, M. Paul Janson, l'avait bien compris lorsqu'il déposait, le 17 janvier 1890, une proposition de loi réduisant la journée normale du travail dans les mines. Il en développait fortement les motifs. Mais sa voix généreuse s'étouffait dans l'indifférence de la Chambre censitaire ; les temps n'étaient pas venus encore ; il fallait la généralisation du droit électoral pour rendre possible ce qu'il souhaitait. La question est mûre, proclamait-il alors ; combien ne l'est-elle pas davantage aujourd'hui ? Combien ne l'est-elle pas surtout depuis que nous avons vu les pays étrangers entrer dans cette voie ? Nous répétons avec Paul Janson : « Comment hésiterions-nous à protéger le seul capital de l'ouvrier mineur, ses forces et sa santé ? » Et nous sommes persuadés que l'appel, cette fois, sera entendu.

V.

Le texte même de la proposition que nous soumettons à la Chambre peut, paraît-il, se passer de commentaires explicatifs. Ainsi qu'on le remarquera, l'article premier n'impose point, sur l'heure, la journée réduite. Un an entier sera donné aux patrons pour préparer leur nouvelle organisation du travail, et ce n'est que deux ans encore après, que la journée de huit heures sera définitivement établie. Nous resterons ainsi d'accord avec la législation française.

L'article deux prévoit que, dans certains cas exceptionnels, il pourra y avoir lieu, transitoirement, à user de tolérance. Le Gouvernement pourra donc accorder des dispenses individuelles et motivées. Il semble juste que le travail supplémentaire qui pourrait être ainsi autorisé soit, comme l'usage l'a d'ailleurs consacré dans diverses industries, payé d'un salaire sensiblement plus élevé.

L'article quatre indique les sanctions. Elles n'ont rien de draconien et tandis que le projet français édicte des peines correctionnelles, nous sommes persuadés que des peines de police (1 à 25 francs d'amende ou 1 à 7 jours de prison) seront bien suffisantes pour assurer le respect de la loi, d'autant plus que les amendes se multiplieront par le chiffre d'ouvriers employés illégalement et qu'en cas de récidive, le juge sera tenu d'appliquer une peine d'emprisonnement.

Enfin l'article quatre exempte de toute répression le fait commandé par la nécessité immédiate de la sécurité des hommes ou des travaux.

En ces termes, la proposition nous paraît tenir largement compte des intérêts patronaux, en même temps qu'elle nous achemine, en un temps

relativement court, vers un régime qui donnera satisfaction à la classe ouvrière.

Nous joignons à cet exposé, en annexe, des renseignements statistiques, que nous devons à l'obligeance de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

JULES DESTRÉE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Un an après la promulgation de la présente loi, la journée normale du travail souterrain dans les mines ne pourra excéder neuf heures comptées de l'instant de la descente à celui de la remontée.

Trois ans après cette promulgation, elle ne pourra excéder huit heures.

ART. 2.

Des arrêtés royaux pourront, après avis de l'administration des mines et de l'inspecteur ouvrier compétent, dispenser individuellement, et pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois, certains chefs d'industrie de l'observation rigoureuse de l'article précédent, chaque fois que de graves nécessités industrielles l'exigeront.

L'arrêté royal stipulera, dans ces cas, que les salaires pour ces travaux supplémentaires seront majorés dans une proportion qui ne pourra être moindre de 50 p. c.

ART. 3.

Les contraventions seront constatées par toutes voies de droit, et notamment par procès-verbaux des ingénieurs des mines ou de l'inspecteur ouvrier.

Ces procès-verbaux seront dressés en triple exemplaire, dont l'un sera adressé au Ministère de l'Industrie et du Travail, le second au Parquet du ressort, le troisième au chef d'industrie à charge de qui il sera dressé.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Een jaar na de afkondiging van deze wet, mag de gewone duur van den onderaardschen arbeid in de mijnen negen uren niet overtreffen, gerekend van het oogenblik af dat de werkers in de mijn nederlaten tot op het oogenblik dat ze weer naar boven komen.

Drie jaren na die afkondiging, mag hij acht uren niet overtreffen.

ART. 2.

Koninklijke besluiten kunnen, het Bestuur der mijnen en den bevoegden opzichter-werkman gehoord, zekere nijverheidshoofden persoonlijk ontslaan van de strenge naleving van het vorig artikel zoo dikwijls als dringende belangen der nijverheid het vorderen, doch voor een tijd die drie maanden niet mag te boven gaan.

In die gevallen wordt door het koninklijk besluit bepaald dat het loon, te betalen voor die bijkomende werken, zal worden verhoogd in de verhouding van ten minste 50 t. h.

ART. 3.

De overtredingen worden vastgesteld door alle middelen van recht, inzonderheid door processen-verbaal van de mijn-ingenieurs of van den opzichter-werkman.

Elk proces-verbaal wordt in driedubbel opgemaakt: één exemplaar wordt gezonden aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, een ander aan het Parket van 't gebied en het derde aan het nijverheidshoofd tegen wien het is opgemaakt.

ART. 4.

Le chef d'industrie, ou son préposé, qui sera convaincu d'avoir fait travailler pendant une durée dépassant celle fixée par la présente loi, sera puni, pour chaque fait et chaque ouvrier, de peines de police.

En cas de récidive, le juge sera tenu d'appliquer une peine d'emprisonnement.

Il n'y aura pas de contravention punissable si le fait a été commandé par la nécessité immédiate de la sécurité des hommes ou des travaux.

Les chefs d'industrie seront responsables en principal et frais des amendes prononcées contre leurs préposés.

ART. 4.

Het nijverheidshoofd, of zijn gelastigde, van wien bewezen zal zijn dat hij heeft doen arbeiden gedurende een langeren tijd dan dien bij deze wet vastgesteld, wordt, voor elk feit en voor elken werkman, gestraft met politiestraffen.

In geval van herhaling, is de rechter verplicht gevangenisstraf toe te passen.

Er bestaat geen strafbare overtreding, indien het feit is vereischt door het onmiddellijk belang der veiligheid van de arbeiders of van de werken.

De nijverheidshoofden zijn aansprakelijk voor de boeten uitgesproken tegen hunne gelastigden, met inbegrip van alle onkosten.

Jules DESTRÉE.

Désiré MAROILLE.

J. MANSART.

Jean CAELUWAERT.

A. J. WETTINGK.

G. DEFNET.



ANNEXE.

Durée du séjour des ouvriers dans les mines (août 1900).

CATÉGORIES.	1 ^{er} arrondissement (Couchant de Mons).		2 ^e arrondissement (Centre et Couchant de Mons). (1)	3 ^e et 4 ^e arrondissements (Charleroi).		5 ^e arrondissement (Namur).		6 ^e , 7 ^e et 8 ^e arrondissements (Liège).	
	Régime général.	Régime spécial à quelques charbonnages		Régime général.	Régime spécial à quelques charbonnages.	Régime général.	Régime spécial à quelques charbonnages.	Régime général.	Régime spécial à quelques charbonnages.
Ouvriers à veine	8 et 9 heures dans les droits. 11 heures dans les plats.	10	10 à 11	10	9½	10	8 à 9	8 à 9½	7½; 10 à 11½
Bouteurs et traîneurs bacs .		10 1/2	8, 9 et 10	10 à 11	10 à 12	8 et 9	10	12	9 à 10
Avaleurs.	8	8½	8 à 10	8	8½ et 9	8½ et 10	»	8 à 10	11 à 11½
Bouveleurs	8	8½	8 à 10	8	6 et 7 (3 charbonnag.)	8 à 10	8½ et 8½	8 à 10	11 à 11½
Chargeurs et traîneurs . .	11 et 11 1/2	12 et 12½	10 à 12	11 à 12	»	10 à 12	8 à 9	9 à 10½	8 à 9; 11 à 12
Conducteurs de chevaux . .	11 et 11 1/2	10½	10 à 11½	11 à 12	»	11 à 12	»	10 à 11	9½; 11½ — 12
Coupeurs voies	9	9½ et 10	8 à 10	10	9 et 9½	10	8 à 9	8 à 10½	11
Remblayeurs	9, 9 1/2 et 10	12 (2 charbonnag.)	10 à 11	10	9, 9, 10 à 12	10	8 à 9	8 à 10½	11
Accrocheurs	12	12½ (1 charbonnage)	11 à 12	11 à 12	10 et 10½	10 à 12	»	10 à 12	9; 9½

(1) 3 charbonnages du Couchant de Mons (dont 2 très importants) font partie du 2^e arrondissement des mines

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1903.

Wetsvoorstel tot het bepalen van den duur van den dagelijkschen arbeid in de mijnen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben de Kamer voor te leggen, is het rechtstreeksch gevolg van een wetsvoorstel, ter Fransche Kamer gedaan op 29 Maart 1900, en dat, door de Regeering der Fransche Republiek gewijzigd, door de Kamer der Afgevaardigen werd aangenomen ter zitting van 5 Februari 1902.

Die wettelijke bekrachtiging van den eisch van het achturenwerk, na lange en geduldige pogingen bekomen in een groot naburig land met hetwelk wij zooveel verwantschap hebben, heeft natuurlijk bij onze koolmijnarbeiders veel geestdrift verwekt, alsmede den innigen wensch om denzelfden uitslag te bekomen. Het voorbeeld van Frankrijk, dat overigens komt na soortgelijke veroveringen in andere naburige landen, antwoordt zegevierend op de zoo dikwijls geopperde tegenwerping betreffende het gevaar onze nijverheid in de onmogelijkheid te zullen stellen het te kunnen volhouden tegen vreemde mededinging. Bijgevolg kan er op geene ernstige reden meer gewezen worden om het inwilligen uit te stellen van eenen wensch die in het hart ligt van alle mijnwerkers.

Dit vraagstuk heeft dan ook met bijzondere kracht andermaal de eerste plaats ingenomen onder hunne bekommelingen. Zonder te overdrijven, mag gezegd dat de oplossing er van ongeduldig wordt tegemoet gezien door alle mijnarbeiders, zonder onderscheid van denkwijze.

De vakinrichtingen waarin de scharen van dat dapper en duchtig arbeidersleger vereenigd zijn, hebben eerst getracht voldoening te bekomen zonder tusschenkomst van den Staat. Zij wendden zich daarom tot de

bestuurders der kolenmijnen in deze gematigde en heusche bewoordingen :

Charleroi, 12 Februari 1902.

« HEER BESTUURDER-BEHEERDER,

» De Nationale Bond der Belgische mijnwerkers bestelde aan al de Bestuurders-Beheerders van kolenmijnen in België eene aanvraag te sturen voor het verminderen van den arbeidsdag tot acht uren, op- en neerlaten inbegrepen.

» Wij achten het onnoodig u breedvoerig de verhevene redenen te ontwikkelen, die ons aanzetten om u deze aanvraag te doen. Evenzeer, en mogelijk meer dan wij, zijt gij bevoegd om de dringende noodzakelijkheid er van te besellen. Veroorloof ons echter u te doen opmerken dat België achteraan de Europeesche volkeren staat, in zake van den duur des arbeids in de mijnen.

» In ons land immers telt de arbeid van een mijnwerker van 9 tot 13 uren per dag. Gij moet toch bekennen, Mijnheer de Bestuurder, dat die arbeidsdag volstrekt overdreven is en merkelijk dient verminderd.

» In de andere mijnlanden is de arbeidsdag van den mijnwerker veel korter. Wij zijn zeker dat in 't meerendeel dier landen de werkdag op verre na geene acht uren wezenlijken arbeid overtreft. Dat is namelijk het geval in Oostenrijk, waar de arbeidsdag onlangs door de wet op negen uren werd bepaald, op- en aflaten inbegrepen.

» Pas eenige dagen geleden, trad Frankrijk op zijne beurt den zelfden weg in. De Kamer der afgevaardigden heeft immers eene wet gestemd, waarbij de arbeidsdag op negen uren wordt bepaald, den tijd noodig voor het op- en neerlaten van de werklieden inbegrepen. Binnen twee jaar, zal, krachtens dezelfde wet, de werkdag niet meer dan acht uren en half mogen bedragen, en vervolgens, nog twee jaar later, niet meer dan acht uren.

» In Duitschland werd sedert eenigen tijd de werkdag insgelijks merkelijk verkort. Wij noemen u onder andere de kolenmijnen in Saksen, in Beieren, aan de Ruhr, enz., enz.

» Naar aanleiding van die laatste streek, zult gij ons veroorloven u de meening aan te halen van een belangrijk Duitsch blad, betreffende het verkorten van den arbeidsdag :

« Hier wordt met twee ploegen per dag gewerkt, ieder van acht uren, en » nagenoeg al de mijnbestuurders erkennen dat die wijze van werken ook » de voordeeligste is èn voor de werkgevers èn voor de arbeiders.

» Men kan er vaststellen dat, wanneer men eene ploeg werklieden eene » schoft langer doet werken, 't is te zeggen 12 uren, de voortbrenging niet » toeneemt in verhouding tot het getal over-uren, en dat 's anderendaags die » ploeg, afgemat door den overdreven arbeid van daags te voren, in zijnen » gewonen werktijd van 8 uren nog slechts merkelijk minder werk aflegt » dan een gewone arbeidsdag bedraagt.

» In de Ruhrstreek is de werkdag van 12 uren volstrekt verwezen, en de

» mijnbesturen bevelen dien nooit, tenzij daags vóór de rustdagen, wel
 » wetende dat zij anders des anderendaags verliezen wat zij daags te voren er
 » uit trokken.

» Zoo de werkdag van acht uren in de mijnen de beste is, voor den
 » nijverheidsman zoowel als voor den arbeider, 't is omdat de mijnerker
 » arbeid in eene slechte lucht en dat zijn nuttig werk, 't is te zeggen de hoe-
 » veelheid geleverde kolen per man en per dag. afhangt van 't behouden van
 » de gezondheid en van de kracht des werkmans.

» De krachtinspanning van den werkman zal grooter en vruchtbaarder zijn
 » gedurende acht uren dan gedurende twaalf uren.»

» Wij deelen de meening van dat duitsche blad en houden ons overtuigd
 » dat gij met ons zult erkennen dat het blad gelijk heeft.

» Ziehier eene tweede proefneming, betreffende de gevolgen van het ver-
 » korten van den werkdag. Wij geven ze u insgelijks in overweging.

» D^r Stephan Bauer, die de statistieken opmaakt voor de Handelskamer
 » van Brunn, doet de gevolgen uitschijnen van het verkorten van den
 » werkdag in de kolenmijnen van Moravië. De proefneming strekt over eenen
 » tamelijk langen tijd, 't is te zeggen zes jaar, en levert dus eene wezenlijke
 » waarde op, des te meer daar zij op volkomen rechtmatige grondslagen van
 » vergelijking berust. De vergeleken uitslagen betreffen immers twee voort-
 » brengingstijdsperken, elk van drie jaar.

» Van 1886 tot 1888 bedroeg de arbeidsdag, den tijd voor het afdalen
 » inbegrepen, 11 uren en half.

» Met dat stelsel was de gemiddelde opbrengst als volgt :

» Per jaar	635,196.00 ton.
» Per jaar en per man	156.56 —
» Per dag	0.63 —
» Per dag en per koolhakker	2.08 —

» In 1889 werd de werkdag tot 9 uren verkort, dus 2 1/2 uren minder.

» Met dit nieuw stelsel, dat gedurende de volgende jaren werd toegepast,
 » bedroeg de opbrengst :

» Per jaar	825,165,00 ton.
» Met vermeerdering dus van	189,869,00 —
» Per jaar en per man	185,80 —
» Met vermeerdering dus van	28,24 —
» Per dag	0,68 —
» Met vermeerdering dus van	0,05 —
» Per dag en per koolhakker	2,23 —
» Met vermeerdering dus van	0,15 —

» De opbrengst per dag en per man nam met 8 t. h. toe.

» Daarbij dient gevoegd dat het toenemen van de opbrengst niet alleen
 te danken is aan het verkorten van den werkdag, maar ook gedeeltelijk aan

het verbeteren van de werktoestellen. Ten slotte moeten wij ook zeggen dat in Engeland insgelijks de werkdag veel korter is dan in de mijnen van ons land.

» Ziehier, dienaangaande, de inlichtingen welke wij inwonen. Zij betreffen de koolhakkers en tevens de arbeiders boven den grond en vertolken de wezenlijke werkuren :

Streken	Uren per week	
	Koolhakkers	Boven den grond
» Durham	52.57	55.07
» Northumberland	52.42	52.50
» Yorkshire	57.50	45.18
» Sud Staffordshire	58.28	46.16
» Nord Staffordshire	40.82	50.22
» Ayrshire.	59.26	52.06
» Glamorganshire	44.16	51.47
» Lanarkshire.	45.56	54.50
» West Lancashire	57.96	50.24
» N. en O. Lancashire	41.56	51.27
» Derbyshire	40.26	46.07
» Notts.	40.56	45.27
» Monmouthshire	45.55	54.45

» Ziedaar, Heer Bestuurder-Beheerder, de beschouwingen welke wij doen gelden tot staving van onze aanvraag om den werkdag tot acht uren te verkorten.

» Wij zullen met vertrouwen uw antwoord afwachten, overtuigd zijnde dat gij al het mogelijke zult doen om voldoening te schenken aan dien zoo rechtmatigen en zoo billijken eisch der werklieden, en 't is met die hoop dat wij U de uitdrukking aanbieden van onze gevoelens van hoogachting.

» NAMENS DEN BOND DER DELGISCHE MIJNWERKERS :

» *De algemeene Schrijver,*

» *De algemeene Penningmeester,*

» D. MAROILLE.

» P. CAVROT. »

Die brief, aan 160 mijnbestuurders gezonden, werd slechts met twee antwoorden vereerd. Dat feit is opmerkenswaardig, omdat het op afloende manier de onmacht der arbeidersvakverenigingen bewijst, om in den huidige toestand onzer nijverheidszeden, met de nijverheidsmannen de arbeidsvoorwaarden te bespreken en te regelen.

Geene andere ondervinding kan beter de noodzakelijkheid bewijzen van de tusschenkomst der wetgeving.

Die noodzakelijkheid was overigens de natuurlijke gevolgtrekking van het antwoord der Kolenmijn-Maatschappij van Mariemont-Bascoup, die zonder tegenwerping van beginsel of practijk te opperen, zich bepaalde bij de ver-

klaring dat zij den werkdag niet zou kunnen verminderen, tenware hetzelfde beslist werd door de andere kolenmijnen. Ziehier dien brief :

« Bascoup, 1 Maart 1902.

» HEER ALGEMEEN SCHRIJVER VAN DEN BOND
DER BELGISCHE MIJNWERKERS,

TE FRAMERIES.

» Ontvangst wordt u bij dezen gemeld van uwen omzendbrief van 12 Februari ll., betreffende het verkorten van den werkdag tot 8 uren.

» Dat vraagstuk werd onderzocht door den verzoeningsraad van Bascoup op 5^o October 1901, en beters kunnen wij niet dan u hierbij den korten inhoud mede te deelen van het proces-verbaal dier zitting. « De » raad ontving eene aanvraag van wege de werklieden, strekkende om den » arbeidsdag van acht uren aan te nemen. Het bestuur doet opmerken dat » het onderzoek van dit vraagstuk niet aan te raken is, daar het vermin- » deren van de voortbrenging voortvloeiende uit dergelijken maatregel, de » mijn in bepaald nadeeligen toestand moet plaatsen tegenover hare mede- » dingers.

» De werklieden-vertegenwoordigers daartegen inbrengende dat bewust » vraagstuk thans ter studie ligt in al de kolenstreken en dat de werklieden » wel hopen het te zien oplossen, verklaart de heer Voorzitter, namens het » bestuur, dat de maatregel te Bascoup maar zou kunnen aangenomen » worden wanneer hij insgelijks aangenomen werd in de andere mijnen van » België, vermits de arbeidsdag te Bascoup reeds korter is dan in die » andere kolenmijnen.

» Aanvaard, Mijnheer, de uitdrukking onzer hoogachting.

» *De Hoofdboekhouder, De Administrateur Beheerder-Bestuurder,*

» BOLLE.

L. QUINOTTE. »

Het andere antwoord, van wege de Mijnmaatschappij van Courcelles-Nord, verklaarde droogweg dat de omstandigheden waarin hare ondernemingen verkeerden haar niet toelieten den werkdag te verkorten.

De andere patroons antwoordden niet. Op hun Congres van 7 September 1902, te Charleroi, hadden de mijnarbeiders den toestand te onderzoeken voor hen verwekt door de tegenkanting van de mijnbestuurders. De eenen, ongeduldig om te handelen, en maar weinig vertrouwen stellend in de tusschenkomst der wetgeving, wilden hunne toevlucht nemen tot eene krachtdadige propaganda, met het oog op eene uitgebreide werkstaking, welke crisis steeds het uiterste middel schijnt om de betwistingen tusschen kapitaal en arbeid te beslechten; anderen achtten het mogelijk die zoo te duchten gebeurtenis te vermijden en raadden eene poging aan op wetgevend gebied.

Na eene belangwekkende bespreking, werd volgende dagorde gestemd :

« De Nationale bond der Belgische mijnwerkers, in buitengewoon Congres vergaderd te Charleroi, op Zondag 7 September 1902, in den Tempel van Wetenschap ;

» Na kennis genomen te hebben van de verslagen uitgaande van de plaatselijke bonden uit de verschillende streken van 't land, et na de redevoeringen te hebben gehoord van de talrijke afgevaardigden betreffende het vraagstuk der werkuren ;

» Gezien het blijkt uit die lange en gewichtige bespreking dat de arbeidsdag, aan de mijnwerkers opgelegd, veel te lang is en dat het beperken van den arbeidsduur tot 8 uren eenparig gevraagd wordt door de afgevaardigden bij het Congres ;

» Gezien die hervorming overigens eerlang dringend noodig is, niet alleen in huishoudkundig opzicht, maar insgelijks met het oog op de lichamelijke levensleer ;

» Gezien het onbetwistbaar is dat de arbeidsdag van acht uren voor gevolg zal hebben een einde te stellen aan het vervallen van het werkloon en de krachten en gezondheid van den mijnwerker te sparen ;

» Daarenboven, in acht nemende dat die hervorming nagenoeg is verwezenlijkt in al de mijnlanden van Europa ;

» Dat eene wet haar onlangs in Frankrijk huldigde voor binnen twee jaar ;

» Dat in Engeland de arbeidsdag ten hoogste negen uren telt in zekere mijnstreken, en ternauwernood zeven uren in de andere streken, op- en aflaten inbegrepen ;

» Dat in Oostenrijk eene wet, sedert 1ⁿ Juli laatstleden toegepast, den duur van den arbeid in de mijnen tot negen uren beperkt ;

» Dat het insgelijks sedert geruimen tijd zoo is in Duitschland ;

» Gezien, ten slotte, dat België het eenige mijnland van Europa is, waar de openbare machten verwaarloosden eene wet te maken voor die zoo rechtmatige en zoo menschlievende hervorming van den arbeidsduur.

» Het Congres,

» Wat het grondbeginsel betreft,

» Bevestigt zijne besluiten der vroegere congressen voor beperking van den werkdag tot acht-uren ;

» Wat de propagande-middelen betreft, besluit het :

» 1^o Dat er onmiddellijk eene krachtige en rustelooze werking dient aangevangen om binnen kort deze gewichtige hervorming te verwezenlijken ;

» 2^o Talrijke en herhaalde meetings in te richten in al de gemeenten der kolenstreken van 't land ;

» 3^o Dat er een plakbrief-manifest in al de mijnstreken van 't land zal uitgehangen worden om al de mijnwerkers aan te zetten voor het verwerven van dien zoo rechtmatigen als billijken eisch ;

» 4^o Dat er een overgroot petitionnement zal ingericht worden over gansch de kolenstreken, ten einde de aandacht van de openbare machten en van het land te vestigen op den schandelijken toestand waarin de mijnwerkers moeten verkeeren;

» 5^o Dat een wetsvoorstel tot toepassing van het thans in Frankrijk gehuldigd stelsel ten bureele der Kamer zal ingediend worden, onmiddellijk na den aanvang van den zittijd;

» 6^o Dat, om bedoeld wetsvoorstel te ondersteunen, indrukwekkende plaatselijke betoogingen zullen plaats hebben, zooveel mogelijk op zelfden dag en uur, in ieder der kolenbekkens van 't land;

» 7^o De plaatselijke Bonden hebben tot plicht te zorgen voor de stipte uitvoering dezer dagorde. »

't Is in uitvoering van deze beslissing dat de afgevaardigde mijnwerkers, leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, onderhavig wetsvoorstel hebben ondertekend. Namens de honderdduizenden arbeiders, wier lijden en behoeften zij beleefden, wier verzuchtingen en wenschen zij deelen, vragen zij aan de Kamer deze nieuwe wet in overweging te nemen, te behandelen en te stemmen, binnen zoo kort mogelijken tijd.

Zij doen een beroep op den heilzamen invloed der politieke macht, om te zegevieren over den lameligen ouden slenter, het ikzuchtige verzet en alle tegenkanting die elke groote en vruchtdragende hervorming steeds op haar weg ontmoet. Zij achten het nutteloos aan te dringen op het gewichtige van het aannemen van dergelijke hervorming, als onderpand van maatschappelijken vrede, want zij willen niets zeggen dat eene bedreiging kon schijnen. Niemand onzer is het echter onbewust dat de werkstaking noodlottig te voorzien is, indien men den werkman geene andere hoop overlaat, de schrikkelijke werkstaking, met al haar lijden voor de arbeiders, met al haar verlies voor de kapitalisten, met al hare rampvolle gevolgen voor 's lands nijverheid en voor het gausche land.

Het Parlement zal een wijs en vaderlandslievend werk verrichten door aan het land die pijnlijke stoornissen te besparen.

II.

Moeten wij allereerst de tusschenkomst wettigen van de wet op het gebied van betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid?

Wij denken niet dat het nog noodig zij. Voorbij is de tijd toen men dacht dat de volstreckte vrijheid de arbeidsovereenkomst moest beheeren. Stilaan heeft men begrepen, — en wij zullen verder enkele beteekenisvolle getuigenissen inroepen, — dat die « vrijheid » maar een verleidend en bedriegelijk opschrift was, dat feitelijk den sterkste toeliet den zwakste de wet te stellen.

In de laatste twintig jaar, verzwakte de ijver van de trouwste verdedigers der Manchesteriaansche opvatting, en het optreden van den Staat door middel van wetten wordt steeds minder en minder betwist. De uitbreiding van het stemrecht heeft die laatste opvatting hier in België bestendig be-

krachtigd sedert 1893. Zij beantwoordt aan zoo dringende, zoo onloochenbare noodwendigheden van het meer uitgebreid kiezerskorps, dat zij zich opdringt aan alle politieke partijen. Eene gansche reeks wetten, Staats optreden steeds versterkend, vloeiden er uit voort, en zelfs zijn ze reeds talrijk, onder de behoudheidsgezinden, die bedoelde wetten trachten uit te breiden en te ontwikkelen.

Wat de heer Helleputte dienaangaande zegde in zijne memorie tot toelichting van zijn wetsvoorstel van 12 Februari 1895, is zoo kenschetsend als afdoende :

« Velen willen het aan den privaten ondernemingsgeest overlaten daarin te voorzien. Wij zullen onzen tijd niet besteden om dat stelsel breedvoerig te weerleggen. De cijfers zelve welke wij hooger aanvoerden, bewijzen dat private ondernemingsgeest, met hoeveel goeden wil men dien ook bezielt acht, geene voldoende doelmatigheid bezit. De reden daarvan is dat afzonderlijke pogingen natuurlijk onmachtig zijn om met welgelukken te strijden tegen de groote massa belangen in hare omgeving. En al konden zij ook dien strijd zonder nadeel volhouden, ze zijn soms te sterk ingesloten in den engen kring van vooroordeelen en kwade ingenomenheid om de kaus te durven wagen.

» De eerste nijverheidsman die zonder noodzakelijkheid, en enkel om zijne winsten te verhoogen, des nachts deed werken in zijne fabrieken, die zijn werkvolk de zondagsrust ontnam, die hun afbeulende werkdagen oplegde, heeft wetens of onwetens eene misdaad bedreven tegen de menscheit. Zij echter die na hem kwamen, waren niet altijd vrij anders te handelen, en zij konden, volkomen te goeder trouw, te hunner versooning het belang zelf hunner arbeiders inroepen, die zonder werk en zonder brood zouden geweest zijn, den dag dat hunne fabrieken moesten stilvallen door den onweerstaanbaren drang eener onverbiddelijke mededinging. Beter is het, zegden zij dikwijls, onze arbeiders te veel te doen werken dan ze tot werkloosheid te doemen !

» Gezien de machteloosheid van den privaten ondernemingsgeest, moet men dan de misbruiken laten bestaan? Dient er integendeel geen beroep gedaan op de maatschappelijke macht, wier zending het is te zorgen voor de algemeene belangen, en die het recht heeft tussehen beide te komen wanneer de private pogingen ontoereikend zijn? Dat denken wij.

» Een hooggeplaatst gezag, voor hetwelk alle katholieken het hoofd buigen, en dat zelfs door zijne tegenstrevers wordt geëerbiedigd, Z. H. Leo XIII, drukt zich uit als volgt in zijne roemrijke Encykliëk over den toestand der werklieden :

« Wat de gezondheids- en lichaamsbelangen betreft, moet de openbare
 » macht die in de eerste plaats vrijwaren, door de ongelukkige werklieden
 » los te rukken uit de handen van speculanten die, geen onderscheid
 » makende tussehen een mensch en een werktuig, zonder perk of paal mis-
 » bruik maken van hunne personen om hunne eigene onverzadelijke geld-
 » zucht te voldoen. Eene hoeveelheid werk te eischen die, alle zielskrachten

» verstompde, het lichaam breekt en zijne krachten verteert en uitput,
 » dat is eene handelwijs die strookt met rechtvaardigheid noch met
 » menschlievendheid. De bedrijvigheid van een mensch, beperkt zooals
 » zijne natuur, kent palen die zij niet te buiten kan gaan. Voorzeker ver-
 » meerdert zij door oefening en gewoonte, doch op voorwaarde dat haar
 » poozen en rusttijd worden gegund. Aldus moet het getal uren van een
 » werkdag de maat der krachten van den werkmán niet te boven gaan, en
 » moeten de rustpoozen in verhouding zijn tot den aard van den arbeid en
 » de gezondheid der werklíeden, en geregeld naar de omstandigheden
 » van tijd en plaats. »

» En verder voegt hij er bij :

« Doch uit vrees dat, in die en andere dergelijke gevallen, zooals
 » wat den werkdag betreft en de gezondheidszorgen der werklíeden, de
 » openbare machten ontíjdig zouden tusschenkomen, gezien vooral de
 » verscheidenheid der omstandigheden van tijd en plaats, zoo is het beter
 » dat, in beginsel, de oplossing er van overgelaten worde aan beroeps-
 » vereenigingen of syndicaten, waarvan wij verder zullen spreken, of dat
 » men zijne toevlucht neme tot eenig ander middel om de belangen des
 » werkmáns te vrijwaren, zelfs, indien de zaak het vereischt, met behulp
 » of ondersteuning van wege den Staat. »

» Zoodus dat de Paus het recht tot tusschenkomst van den Staat bevestigt, tevens zijne voorkeur latende blijken voor het optreden van de vakvereenigingen of syndicaten.

» Het schijnt ons nutteloos aan te dringen op de voordeelen welke die laatste oplossing zou opleveren. Niets kan opwegen tegen het regelen van de vraagstukken betreffende de nijverheid, door de belanghebbenden zelf, in bevoegde vereenigingen verbonden. Dat onderstelt echter eene vakinrichting die in België niet bestaat.

» Wij moeten ons bepalen bij den wensch dat de vakinrichting zich meer en meer uitbreide en dat een stevig beroepsstelsel per vak ieder beroep en iedere nijverheid in de mogelijkheid stelle alles te regelen wat hen aangaat; de openbare overheid enkel tusschenkomende om de onderlinge betrekkingen te bepalen dier zelfstandige vereenigingen en haar de macht over te maken, zonder welke zij niet doelmatig kunnen handelen.

» Wij weten wel dat de inrichting, welke wij aldus wenschen te zien tot stand komen, bij sommigen wantrouwen en onrust baart. Zij is nochtans heel natuurlijk en logisch, en alleen bij machte om de regelloosheid te doen verdwijnen, die thans nagenoeg den scepter zwaait op arbeidsgebied.

» Zij verplaatst enkel op huishoudkundig gebied betrekkingen die, wellicht met minder redenen, bestaan op bestuursgebied; het uitoefenen van een zelfde beroep, stiel of nijverheid verwekt dat immers ten slotte tusschen de menschen geene nauwere banden, geene standvastigere betrekkingen dan het feit dat men geboren is op eene zelfde plaats van het grondgebied, of in eene zelfde bestuursomschrijving woont, die dikwijls heel willekeurig bepaald is? En zoo de gemeenten, zoo de provinciën binnen den kring

harer bevoegdheid besluiten mogen nemen, en verordeningen opmaken welke verplichtend zijn voor alle burgers die tot haar bestuursgebied hooren, waarom zouden de vakverenigingen hetzelfde niet mogen doen op 't gebied van hare natuurlijke bedrijvigheid?

» Hier is het de plaats niet om dat vraagstuk, van welks oplossing, ons dunkens, de toekomst van ons land, evenals grootendeels de maatschappelijke vrede afhangt, grondig te behandelen.

» Zoo wij er op hebben gewezen, dan is 't opdat niemand onze denkbeelden en onze inzichten verkeerd zou opvatten. Zoo wij vragen om de Regeering te machtigen rechtstreeks tusschenbeide te komen in de inrichting van den arbeid, dan is het bij gemis van een ander middel. »

Die opvatting is niet uitsluitend eigen aan de christene democratie — dat zal men ons toelaten hier terloops te zeggen, — en sedert ettelijke jaren hebben de socialisten, die men ten onrechte doet doorgaan als doordrongen van de noodzakelijkheid van Staats alvermogen, de heilzame zending doen uitschijnen, welke de syndicaten bestemd zijn in de toekomst uit te oefenen. De meest bevoegde verdedigers der socialistische gedachte hebben bevestigd dat Staats tusschenkomst enkel een overgang is, en dat de politieke Staat, zooals wij dien kennen, zijn eigen verval moet voorbereiden ten bate van de arbeidersinrichtingen.

Doch welke opvattingen men ook koestere van de toekomstige tijden, niemand zal ontkennen, en de feiten, door ons bij den aanvang dezer toelichting aangehaald, zijn er een onbetwistbaar bewijs van, dat de beroepsinrichtingen, op dit oogenblik, onbekwaam zijn de gewichtige vraagstukken, welke voorhanden zijn, op te lossen.

Wij halen hier nogmaals den heer Helleputte aan in zijne wederlegging van de tegenwerping gesteund op de vrijheid van den arbeider.

« Het werken, zegt men, is voor den arbeider een heilig eigendom, het eenige dikwijls dat hij bezit. Hem te beletten er naar goeddunken gebruik van te maken, is inbreuk maken op een recht, is, in zeker opzicht, het beginsel schenden van den eigendom zelf.

» Die rechtskundige tegenwerping zou waarlijk machtig mogen heeten indien de nijverheidsarbeider wezenlijk vrij was den duur van zijnen arbeid te regelen. Die vrijheid hoort mogelijk aan den werkmán die afzonderlijk thuis werkt; maar overal waar de arbeiders gezamenlijk werken, en vooral wanneer zij, alhoewel op verschillende wijze, arbeiden aan het voortbrengen van een zelfde iets, is de duur van hunnen arbeid geregeld door den duur van den arbeid hunner gezellen en omgekeerd, 't is te zeggen dat die duur afhangt van de wijze waarop de nijverheidsman de voortbrenging heeft geregeld, hetzij overigens dat hij die vrijelijk regele, hetzij dat hij onwillens de bezwaren moet uitstaan eener mededinging, welker misbruiken hij de eerste is om te betreuren en waarvan hij zelf het slachtoffer is.

» Een werkmán alleen bezit dus feitelijk geen invloed hoegenaamd op het bepalen van den duur zijns arbeids. Hij moet zijnen arbeid aanvaarden of weigeren zooals hij voorhanden komt, hoe langdurig en hoe lastig die

arbeid ook zij, en dikwijls is hij er toe gedwongen te denken : beter te veel gewerkt dan hoegenaamd niet te werken !

» De vereeniging zelve kan mogelijk aan de arbeiders de macht niet geven den duur van hunnen arbeid te regelen, vermits de hoofdoorzaak van dien duur minder afhangt van den nijverheidsman dan van de nijverheid zelve. Overigens, ondervraagt de belanghebbenden, de werklieden; allen zullen u zeggen dat zij de tusschenkomst der wet wenschen om het uiterste perk te bepalen van de krachtinspanning welke men hem oplegt. Zij beseffen heel goed dat het er niet om te doen is huane vrijheid in te krimpen, maar wel te vrijwaren.

» Nutteloos, denken wij, over dat punt breedvoeriger uit te weiden. Tijdens de behandeling der wet van 15 December 1889, op den arbeid van vrouwen en kinderen, heeft de achtbare verslaggever, de heer Van Cleemputte, met zijne gewone logiek en welsprekendheid, de tegenwerpingen weerlegd tegen het ontwerp dat hij verdedigde ingebracht namens de vrijheid. Wij zijn zoo vrij onze achtbare collega's te verzenden naar zijne krachtige en schitterende bewijsvoering, overtuigd als wij zijn het niet beter te kunnen zeggen dan hij. »

Zoo wij merkelijke uittreksels aanhalen uit de memorie van toelichting van het wetsvoorstel des heeren Helleputte tot het beperken van de werkuren, dan is 't omdat wij er prijs aan hechten te herinneren dat bewust voorstel ondertekend was door de heeren de Brecqueville en Huysshauwer, die thans nog lid' dezer Kamer zijn, dat het aangenomen werd door *al* de afdeelingen, en voornamelijk door de Middenafdeeling, waarvan deel uitmaakten de heeren Snoy en de Sadelcer, en waarvan de heer Van Cauwenbergh het verslag indiende ter zitting van 23 Januari 1896. Dus mag gezegd worden dat het ontwerp strekkingen weerspiegelde, waarmede de meerderheid zich had vereenigd en welke zij, is het te hopen, na zoolang wachstens, eindelijk zal willen verwezenlijken.

III.

Dient men vervolgens deze tusschenkomst van den Staat tot regeling van den arbeidsduur voor volwassenen te rechtvaardigen.

Dit wordt ten overvloede gedaan in de toelichting van het daareven door ons bedoeld ontwerp, en onzen vriend Bertrand had, op zijne beurt, de zaak volledig uiteengezet in het ontwerp dat hij nagenoeg terzelfder tijd als de heer Helleputte (vergadering van 26 Februari 1895), overlegde betreffende dezelfde zaak en dat hij, nadat het ten gevolge van ontbinding der Kamers vervallen was geraakt, opnieuw overlegde ter zitting van 5 Februari 1901. De heer Helleputte diende het zijne den 12ⁿ Juni 1901 in, en de nieuwe middenafdeeling vergaderde tot hiertoe niet.

In het ontwerp van den heer Helleputte werden enkel eenige algemeene beginselen vastgesteld en het liet de toepassing over aan de Regeering; dit van onzen vriend Bertrand was duidelijker bepaald en verleende aan de Regeering geene overdreven vrijheid voor de toepassing. Beiden bedoelden

regeling van het nachtwerk, verplichting tot wekelijksche rust en vermindering van den gewonen arbeidsdag voor volwassenen.

Wij zouden niets anders kunnen doen dan de zoo talrijke, duidelijke, afdoende bewijsredenen herhalen, die in deze oorkonden voorkomen. Men veroorlove ons daaraan eenige nieuwe mannen van gezag bij te voegen.

De zaak kan beschouwd worden in het drievoudig opzicht van huishoudkunde, gezondheids- en zedenleer. Vooral op het eerste standpunt plaatste zich JOHN RAE, in zijn boek over den *Achturendag (theorie en studie, vergeleken in hare toepassingen en hare huishoudkundige en maatschappelijke uitslagen)*. Eene Fransche vertaling van dit uitmuntend werk verscheen in 1900 te Parijs, bij Giard en Brière. Ziehier het gevolg dat schrijver trok uit zijne opzoekingen :

« Het onderzoek dat tot onderwerp strekt aan dit boek, heb ik ingesteld omdat ik geenen echten grondslag kon vinden voor de gunstige of ongunstige meeningen, die doorgaans loopen over de gevolgen die eenen waarschijnlijk algemeenen arbeidsdag van acht uren zou hebben. Al die meeningen berusten op een aantal onderstellingen over het natuurlijk uitwerksel van korte arbeidsdagen, welke onderstellingen niemand noodig achtte te onderzoeken. Zelfs de huishoudkundigen die zich met de zaak inlieten, gingen, schoon hunne bespiegelingen stelselmatiger waren, insgelijks uit van dezelfde onbewezen onderstellingen en geraakten bijgevolg tot dezelfde twijfelachtige gevolgtrekkingen. Mijns crachtens, was het beste middel om te weten welke uitwerkselen bedoelde maatregel kan hebben, te onderzoeken welke uitwerkselen certijds werden vastgesteld, en hare wezenlijke gevolgen te bestudeeren in de landen waar de proef was genomen, in plaats van zich te houden aan onderstellingen over de natuurlijke uitwerkselen van korte arbeidsdagen; het kwam mij wenschelijk voor, de uitwerkselen op te sporen van het tienuren-, het negenuren- en inzonderheid het achturenwerk na te gaan. En de getuigenissen, zoo overvloedig dat zij mijne beste hoop overtroffen, de lessen die men er mag uit afleiden, zijn zoo klaar en duidelijk als mogelijk is. In den loop mijner opsporingen werd ik gewaar dat ik onvermijdelijk steeds meer gehechtheid moest krijgen voor den achturendag. Iedere vermindering van arbeidsduur maakte het land waar zij werd ingevoerd gezonder, rijker, wijzer, en mij dunkt dat het verminderen tot acht uren veel meer wellekom zal heeten dan iedere andere vermindering. Naar stellige proefnemingen, levert de achturendag schier altijd gunstige uitslagen op. Wel mogelijk zullen de feiten, die schrijver overtuigden, niet zoo gemakkelijk al zijne lezers overhalen; doch het tiende gedeelte van deze feiten zal volstaan om de door mij bedoelde onderstellingen weg te nemen, ten gevolge van welke het nooit mogelijk was de zaak onder haar wezenlijk daglicht te beschouwen. »

In het door ons aangehaalde boek, zal men talrijke bestanddeelen aantreffen om te bewijzen dat geleidelijke vermindering van den arbeidsdag voortbrenging noch loonen vermindert. 't Is wel mogelijk dat er sommige jammerlijke feiten voorvallen in de eerste tijden na 't vervangen van lange

door kortere arbeidsdagen. Doch stellig zijn dit voorbijgaande feiten en, eenmaal de nieuwe inrichting voorgoed aangenomen, verbetert de voortbrenging, evenhals het loon naar verhooging streeft. De *American Federation of Labour*, de groote amerikaansche vereeniging, stelt als regel :

Whether you work by the piece or by the day,
Decreasing the hours increases the pay.

(Al werkt gij op 't stuk of per dag, het loon verhoogt met de vermindering der uren.) De feiten zijn zoo talrijk (1) en zoo afdoende, dat het ons nutteloos voorkomt onze toelichting te overladen met redeneeringen en statistieken over beide punten.

De gezondheidskundige zijde der zaak was het voorwerp van lange opsporingen en van aanzienlijken arbeid. Uitstekende geneesheeren bevestigden de gevolgtrekkingen der huishoudkundigen. In 1894 verklaarde zich het internationaal Congres voor gezondheidsleer en volkenkunde, te Budapest gehouden, — « overwegende welke weldadige gevolgen de arbeidsdag overal had en hoe schadelijk voor de gezondheid nachtarbeid is » — in beginsel voor den achturedag en voor afschaffing van nachtwerk, en vroeg dat de wetgevers in alle beschaafde landen van lieverlede zouden streven naar het invoeren van achturenwerk. In 1900, werd de zaak andermaal te Parijs onderzocht, en na een merkwaardig verslag (2) van E. Vaillant, afgevaardigde van Parijs, bevestigde het X^e internationaal Congres voor gezondheidsleer en volkenkunde uitdrukkelijk de dagorde van het Congres te Budapest.

Nog kan worden vermeld eene stelling, ter faculteit van de geneeskunde te Lyon voorgedragen in Juli 1900, door doctor J. SACHNINE : *Studie over den invloed van den duur des dagelijkschen arbeids op de gezondheid van volwassenen in 't algemeen*. Wij halen daaruit slechts het besluit aan :

« 6^o Ziekelijkheid en sterfte zijn veel grooter onder de arbeidende standen. De gemiddelde sterfte onder de werkende klasse, vergeleken met de andere standen der samenleving, is vooral aanzienlijk te beginnen met 35-40 jaar, 't is te zeggen met den leeftijd waarop het lastige van den arbeid de taaiheid en de weerstandskracht overwint, hoe sterk ook bij den aanvang de persoonlijke lichaamskracht was.

» 7^o De lichamelijke ontwikkeling der fabriekarbeiders staat ten achter bij die van de andere standen der samenleving.

» 8^o Om behoorlijke spijsverteering en voeding te verzekeren, ten einde het verlies en de aanwinst bij den dagelijks werkenden man in even-

(1) Zie verder eene studie van R. BOSQUET, *La réduction des heures de travail*, in het *Mouvement socialiste*, Parijs, 1899.

(2) ÉDOUARD VAILLANT, *La législation ouvrière et l'hygiène*. Een vlugschrift tegen 20 centimen, in de *Bibliothèque du Parti socialiste de France*, 7, rue Rodier, Parijs. — Zie ook Doctor JULES FÉLIX, *La Journée des Trois huit, étude de physiologie sociale*. Brussel, drukkerij Maheu, 1892; en FRANÇ. NITTI, professor aan de Hoogeschool te Napels, *Le travail humain et ses lois*, in de *Revue internationale de sociologie*, 1895.

wicht te houden, blijkt het dat de levenswetten van 't lichaam vergen twee uren rust te nemen bij ieder groot eetmaal in den dag en iederen werktijd niet langer te rekken dan vier uren.

» 9^o Uit de statistiek over ongevallen blijkt dat in het vijfde uur het gestel allengskens zoo uitgeput geraakt, dat de aandacht merkelyk verflauwt; ongevallen komen twee- of driemaal zoo dikwijls voor in dit vijfde uur als in de eerste werkuren;

» 10^o De schadelijke invloed van eenen langen arbeidsdag wordt niet enkel onmiddellijk gevoeld door hen die werken, maar ook door hunne afstammelingen en bedreigt de levenskracht en de ontwikkeling van gansch het ras;

» 11^o Overdadig werk en lange arbeidsdagen zijn eene der oorzaken die machtig bijdragen tot drankzucht;

» 12^o Den arbeidsdag tot hoogstens acht uren beperken in al de vakken van menschelijke bedrijvigheid, en inzonderheid in elke nijverheid, waar de gewone arbeidsvoorwaarden gepaard gaan met bezwarende omstandigheden als jeugd, vrouwelijke kunne, beroepsgevaren, prikkelend stof, enz., zou de beste gevolgen hebben voor de algemeene gezondheid en de verstandelijke bedrijvigheid der werkende klasse, en onder haar ziekelijkheid en sterfte verminderen. »

Wie zal, ten slotte, met het oog op de zedenleer, het aanzienlijk gewichtige van de door ons gevraagde hervorming loochenen? Wie zal zich niet vereenigen met de edelmoedige woorden van kardinaal Manning, door den heer Helleputte aangehaald, en die de weerklank zijn van zooveel andere woorden van denzelfden aard, uitgesproken door redenaars en bespiegelaars van het socialisme?

« Ach! zegde kardinaal Manning, is het levensdoel 't vermenigvuldigen van ellen laken of katoen, is het Engeland's roem deze stoffen en andere van denzelfden aard in de grootste hoeveelheid en tegen den laagst mogelijken prijs voort te brengen... dan is 't goed! wij hebben het begrepen: vooruit op de ingeslagen baan!

» Is integendeel het huislijk leven eens volks het ware leven, staan vrede en eer van den haard, opvoeding der kinderen, plichten van vrouw en moeder, van man en vader, geschreven in eene veel gewichtigere natuurwet dan alle huishoudkundige wetten, zijn al deze dingen veel heiliger dan alles wat ter markt wordt verkocht, dan verklaar ik dat er ingevolge dient gehandeld.

» Doch zoo in sommige gevallen het niet regelen van den arbeid het huishoudelijk leven vernietigt, de kinderen doet verwaarloozen, zoo ze van vrouwen en moeders levende machines maakt, van vaders en echtgenooten — men vergeve mij dit woord — lastdieren, die voor zonsopgang opstaan en 's avonds huiswaarts keeren, uitgeput en zonder nog andere kracht dan om een stuk brood te nemen en op eenen stroozak neer te storten en te slapen, dan bestaat er geen familieleven meer, en zóó mogen wij niet voort gaan! »

In deze laatste jaren werden gepaste woorden gesproken over noodzakelijke versterking der deugden, der geestes- en hartshoedanigheden bij den werkman. De schatten van wetenschap en kunst werden gevierd, de weldaden van een hooger onderwijs, het genot van eene uitgebreide opleiding geroemd. Dit achten wij redelijk. Doch wie zal niet bevatten dat het, om dergelijke opbeuring van het menschelijk wezen te verzekeren, hoofdzaak is het zekere verpoozing te bezorgen?

Drankzucht, de verschrikkelijke vernielende plaag, kan doelmatig bestreden worden door geleidelijke vermindering der werkuren, want is de verschooning van den arbeider, die in jenever eenen noodlottigen prikkel, eenen nadeeligen zweeps slag zoekt, niet al te vaak het overdreven werk, waartoe de nijverheid hem onverbiddelijk dwingt?

Hoe men de zaak ook beschouwt, schijnt de hervorming, voorgesteld door Louis Bertrand en den heer Helleputte, eerlang te moeten plaats nemen op de orde van werkzaamheden der Kamer.

IV.

Moeten wij, eindelijk, het overleggen verdedigen van een afzonderlijk ontwerp van wet voor de mijnwerkers. Zoo wij het de Kamer voorleggen, bedoelen wij geenszins, — is 't wel noodig het te bevestigen? — de algemeene vermindering van den arbeidsdag een oogenblik te vertragen. Doch naar onze opvatting, verkeert de mijnnijverheid in eenen bijzonderen toestand, die noodwendig eene afzonderlijke regeling vergt, welke overigens gemakkelijker, meer practisch en onmiddellijk te verwezenlijken is dan in de andere nijverheidstakken.

De mijnontginning is, in 's lands nijverheid, een vak van bijzonderen aard. De tot waarde gemaakte bodem, aan kapitalisten afgestaan, is 's lands eigendom, die wel is waar toegestaan mocht worden, doch waarvoor het land niet gansch van zijne rechten afzag. Artikelen 47 tot 50 der wet van 21 April 1810, zijn daarvan een voorbeeld, dat men onder vele andere kan aanhalen (1). Dit veroorloofde, wettigde en vergemakkelijkte sedert lang eene bijzondere regeling van deze nijverheid, welke gestadig onder de bewaking van eene gansche reeks ambtenaren staat. In beginsel kan dus het bepalen van eenen wettelijken duur van den arbeidsdag voor de mijnen geene enkele van de tegenwerpingen uitlokken, die er tegen ingebracht kunnen worden voor andere nijverheidstakken.

In feite is dit eveneens het geval. De practische bezwaren die men, uit behoudsgeest inroept, tegen de hervorming, zoo het al de nijverheidstakken geldt, zijn oneindig minder ernstig, wanneer het de mijnen betreft.

(1) Artikelen 47 en 48 verleen en aan de ingenieurs van het mijnwezen recht van toezicht over de ontginning. De Regeering mag optreden, zoo de ontginning derwijze beperkt of geschorst wordt, dat het onrust baart voor de behoeften der verbruikers (art. 49), of zoo de ontginning de openbare veiligheid in het behoud der putten, de hechtheid der werken, DE VEILIGHEID DER MIJNWERKERS of de woningen boven den grond in gevaar brengt (art. 50).

De inrichting van den arbeid, evenals het vaststellen van de overtredingen, zijn daar eenvoudiger dan overal elders.

En de huishoud-, lichaams- of zedenkundige redenen, waarop wij den algemeenen achturedag steunden, zijn bijzonder treffend voor het onderaardsch werk. Wie durft betwisten dat de lastige arbeid van den mijnwerker, in eene bedorven lucht, vol doodelijk gas en prikkelend stof, verre van den zonneshijn, met schielijke afwisseling van warmtegraad, inzonderheid ongezond is? Wie durft betwisten dat deze arbeid, in strijd tegen de blinde natuurkrachten, met zijne ingewikkelde inrichtingen, zijne gestadig dreigende gevaren van grauwwuur, instorting, overstroming, breken van getuig, inzonderheid bloedstelt aan beroepsongevallen?

De Kamer schijnt op het punt te staan eindelijk eene wet aan te nemen, tot verplichte vergoeding van de schade, door arbeidsongevallen aangericht. In den loop der jongste beraadslagingen, werd door sprekers van alle partijen herhaald dat dergelijke wet niet alleen moest trachten ongevallen te vergoeden, maar ook te voorkomen. Op 't oogenblik dat men den machtigen prikkel tot voorzichtigheid wil wegnemen, die voor den werkgever bestond in zijne burgerrechterlijke aansprakelijkheid voor zijne schuld, dient er onmisbaar gedacht aan andere doelmatige middelen om het getal ongevallen te verminderen. Onder al de aangehaalde, zijn geene te vergelijken met het verminderen van den arbeidsduur, vooral in de mijnen. Derhalve schijnt het ons toe dat de door ons voorgestelde wet zich rechtstreeks en dringend aansluit bij de wet, welke de Kamer eerlang zal stemmen.

Eveneens zouden wij de talrijke bespiegelingen tegen den alcohol kunnen aanvoeren, die wij destijds hoorden om in dat opzicht ons ontwerp te rechtvaardigen, want geen maatregel wordt meer aanbevolen door alwie oprecht en practisch de geneverplaag bestrijdt, dan trapsgewijze vermindering van den arbeidsduur in de mijnen.

Dus vergt de aard zelf der zaken eene afzonderlijke wet. De edeldenkende, helderziende man, welken de arbeidersklasse met eerbied begroet, de heer Paul Janson, had dit goed begrepen, toen hij den 17ⁿ Januari 1890 een wetsvoorstel overlegde tot vermindering van den gewoonen arbeidsduur in de mijnen. De redenen daartoe ontwikkelde hij krachtig. Doch zijne edelmoedige stem werd verdoofd door de onverschilligheid der Kamer van cijnsbetalers; de tijd was nog niet aangebroken; het stemrecht diende algemeen gemaakt, om het door hem gewenschte mogelijk te maken. Het vraagstuk is rijp, riep hij toen uit; hoe rijper is het thans niet? Des te meer, sedert andere landen dien weg betraden. Met Paul Janson herhalen wij: « Hoe zouden wij aarzelen om het eenig kapitaal van den mijnwerker, zijne krachten, zijne gezondheid, te beschermen? » En wij houden ons overtuigd dat ditmaal de oproep gehoord zal worden.

V.

De tekst zelf van ons voorstel kan, dunkt ons, alle uitlegging derven. Men zal opmerken dat het eerste artikel niet dadelijk den verminderden arbeids-

duur opdringt. Een vol jaar wordt den werkgevers overgelaten om hunne nieuwe arbeidsinrichting voor te bereiden, en eerst twee jaar nadien wordt de achturedag voorgoed bepaald. Aldus komen wij overeen met de Fransche wet.

Het tweede artikel voorziet dat er in uitzonderlijke gevallen overgankelijk kan toegegeven worden. Dus mag de Regeering persoonlijke, met redenen omkleede, ontslaging toestaan. Het schijnt rechtvaardig dat het bijwerk, hetwelk aldus veroorloofd mag worden, merklijk duurder betaald wordt, zooals gebruikelijk is in vele nijverheidstakken.

Het vierde artikel bevat de bekrachtigingen. Deze zijn niet doorstreng, en terwijl het Fransch ontwerp correctionneele straffen bepaalt, houden wij ons overtuigd dat politiestraffen (1 tot 25 frank boete of 1 tot 7 dagen gevangenzitting) toereikend zullen zijn om de wet te doen eerbiedigen, des te meer daar de boete verhoogt naar gelang van het aantal wederrechtelijk aangestelde werklieden, en dat, in geval van herhaling, de rechter verplicht is gevangenisstraf toe te passen.

Ten slotte bestaat er, volgens het vierde artikel, geene strafbare overtreding, indien het feit is vereischt door het onmiddellijk belang der veiligheid van de arbeiders of van de werken.

In zulke bewoordingen, schijnt het ons toe dat het voorstel ruimschoots rekening houdt met de belangen der werkgevers en ons tevens, op betrekkelijk korten tijd, nader brengt tot een stelsel dat den werkersstand bevredigen moet.

Als bijlage voegen wij bij deze toelichting de statistieke inlichtingen, welke de heer Minister van Nijverheid en Arbeid ons welwillend verstrekte.

JULES DESTRÉE.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Un an après la promulgation de la présente loi, la journée normale du travail souterrain dans les mines ne pourra excéder neuf heures comptées de l'instant de la descente à celui de la remontée.

Trois ans après cette promulgation, elle ne pourra excéder huit heures.

ART. 2.

Des arrêtés royaux pourront, après avis de l'administration des mines et de l'inspecteur ouvrier compétent, dispenser individuellement, et pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois, certains chefs d'industrie de l'observation rigoureuse de l'article précédent, chaque fois que de graves nécessités industrielles l'exigeront.

L'arrêté royal stipulera, dans ces cas, que les salaires pour ces travaux supplémentaires seront majorés dans une proportion qui ne pourra être moindre de 50 p. c.

ART. 3.

Les contraventions seront constatées par toutes voies de droit, et notamment par procès-verbaux des ingénieurs des mines ou de l'inspecteur ouvrier.

Ces procès-verbaux seront dressés en triple exemplaire, dont l'un sera adressé au Ministère de l'Industrie et du Travail, le second au Parquet du ressort, le troisième au chef d'industrie à charge de qui il sera dressé.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Een jaar na de afkondiging van deze wet, mag de gewone duur van den onderaardschen arbeid in de mijnen negen uren niet overtreffen, gerekend van het oogenblik af dat de werkers in de mijn nederdalen tot op het oogenblik dat ze weer naar boven komen.

Drie jaren na die afkondiging, mag hij acht uren niet overtreffen.

ART. 2.

Koninklijke besluiten kunnen, het Bestuur der mijnen en den bevoegden opzichter-werkman gehoord, zekere nijverheidshoofden persoonlijk ontslaan van de strenge naleving van het vorig artikel zoo dikwijls als dringende belangen der nijverheid het vorderen, doch voor een tijd die drie maanden niet mag te boven gaan.

In die gevallen wordt door het koninklijk besluit bepaald dat het loon, te betalen voor die bijkomende werken, zal worden verhoogd in de verhouding van ten minste 50 t. h.

ART. 3.

De overtredingen worden vastgesteld door alle middelen van recht, inzonderheid door processen-verbaal van de mijn-ingenieurs of van den opzichter-werkman.

Elk proces-verbaal wordt in driedubbel opgemaakt: één exemplaar wordt gezonden aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, een ander aan het Parket van 't gebied en het derde aan het nijverheidshoofd tegen wien het is opgemaakt

ART. 4.

Le chef d'industrie, ou son préposé, qui sera convaincu d'avoir fait travailler pendant une durée dépassant celle fixée par la présente loi, sera puni, pour chaque fait et chaque ouvrier, de peines de police.

En cas de récidive, le juge sera tenu d'appliquer une peine d'emprisonnement.

Il n'y aura pas de contravention punissable si le fait a été commandé par la nécessité immédiate de la sécurité des hommes ou des travaux.

Les chefs d'industrie seront responsables en principal et frais des amendes prononcées contre leurs préposés.

ART. 4.

Het nijverheidshoofd, of zijn gelastigde, van wien bewezen zal zijn dat hij heeft doen arbeiden gedurende een langeren tijd dan dien bij deze wet vastgesteld, wordt, voor elk feit en voor elken werkmán, gestraft met politiestrafpen.

In geval van herhaling, is de rechter verplicht gevangenisstraf toe te passen.

Er bestaat geen strafbare overtreding indien het feit is vereischt door het onmiddellijk belang der veiligheid van de arbeiders of van de werken.

De nijverheidshoofden zijn aansprakelijk voor de boeten uitgesproken tegen hunne gelastigden, met inbegrip van alle onkosten.

Jules DESTRÉE.

Désiré MAROILLE.

J. MANSART.

Jean CAELUWAERT.

A. J. WETTINCK.

G. DEFNET.



BIJLAGE.

Duur van het verblijven van de werklieden in de mijnen (Augustus 1900).

SOORTEN.	1 ^{ste} arrondissement (Couchant de Mons).		2 ^e arrondissement (Centrum en Couchant de Mons). (1)	3 ^e en 4 ^e arrondissementen (Charleroi).		5 ^e arrondissement (Namen).		6 ^e , 7 ^e en 8 ^e arrondissementen (Luik).	
	Algemeen stelsel.	Bijzonder stelsel voor enkele mijnen.		Algemeen stelsel.	Bijzonder stelsel voor enkele mijnen.	Algemeen stelsel.	Bijzonder stelsel voor enkele mijnen.	Algemeen stelsel.	Bijzonder stelsel voor enkele mijnen.
Aderwerkers	8 en 9 uren in de op- gande. 11 uren in de platte.	10	10 tot 11	10	9½	10	8 tot 9	8 tot 9½	7½; 10 tot 11½
Kolenruimers en bakvoerders.		10 1/2	8, 9 en 10	10 tot 11	10 tot 12	8 en 9	10	12	9 tot 10
Mijnschachtgravers	8	8½	8 tot 10	8	8½ en 9	8½ en 10	»	8 tot 10	11 tot 11½
Dwarsganggravers.	8	8½	8 tot 10	8	6 en 7 (3 mijnen.)	8 tot 10	8½ en 8½	8 tot 10	11 tot 11½
Laders en trekkers	11 en 11 1/2	12 en 12½	10 tot 12	11 tot 12	»	10 tot 12	8 tot 9	9 tot 10½	8 tot 9; 11 tot 12
Paardenvoerders	11 en 11 1/2	10½	10 tot 11½	11 tot 12	»	11 tot 12	»	10 tot 11	9½; 11½ — 12
Wegsnijders	9	9½ en 10	8 tot 10	10	9 en 9½	10	8 tot 9	8 tot 10½	11
Aanaarders	9, 9 1/2 en 10	12 (2 mijnen.)	10 tot 11	10	9, 9½, 10 tot 12	10	8 tot 9	8 tot 10½	11
Aanbakers	12	12½ (1 mijn.)	11 tot 12	11 tot 12	10 en 10½	10 tot 12	»	10 tot 12	9; 9½

(1) 3 mijnen van den Couchant de Mons (waaronder 2 zeer aanzienlijke) behooren tot het 2^e mijn-arrondissement.